

Pour la période terminée le 31 juillet 2005

Rapport du troisième trimestre 2005

Je suis heureux de vous présenter le Rapport
aux actionnaires de BMO Groupe financier
pour le troisième trimestre de 2005.

Tony Comper

Tony Comper
Président et chef de la direction
le 23 août 2005

Assemblée annuelle 2006

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires
aura lieu le jeudi 2 mars 2006, à Calgary (Alberta).

Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

Pour les neuf mois terminés le

	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	Variation par rapport au 31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004	Variation par rapport au 31 juillet 2004
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 411 \$	2 397 \$	2 411 \$	2 249 \$	2 361 \$	2,1 %	7 219 \$	7 100 \$	1,7 %
Revenu total (bic) a)	2 441	2 428	2 439	2 279	2 393	2,0	7 308	7 209	1,4
Provision pour créances irrécouvrables	73	6	43	(13)	(110)	(+100)	122	(90)	(+100)
Frais autres que d'intérêts	1 579	1 579	1 533	1 493	1 538	2,6	4 691	4 664	0,6
Revenu net	541	600	602	551	643	(16,0)	1 743	1 755	(0,7)

Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)

	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	Variation par rapport au 31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004	Variation par rapport au 31 juillet 2004
Résultat dilué par action	1,05 \$	1,16 \$	1,16 \$	1,06 \$	1,24 \$	(0,19)\$	3,37 \$	3,36 \$	0,01 \$
Résultat dilué par action, avant amortissement a)	1,08	1,21	1,19	1,10	1,27	(0,19)	3,48	3,47	0,01
Dividende déclaré par action	0,46	0,46	0,44	0,44	0,40	0,06	1,36	1,15	0,21
Valeur comptable d'une action	26,00	25,60	24,93	24,24	24,31	1,69	26,00	24,31	1,69
Cours de clôture d'une action	61,10	56,65	55,28	57,55	55,40	5,70	61,10	55,40	5,70
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	30,6	28,2	27,7	28,8	27,8	2,8	30,6	27,8	2,8

Au

	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	Variation par rapport au 31 juillet 2004
Points saillants du bilan						
Actif c)	290 389 \$	292 356 \$	294 094 \$	265 194 \$	261 944 \$	10,9 %
Solde net des prêts et acceptations	171 618	172 641	160 825	156 248	158 046	8,6
Dépôts	188 750	191 045	182 332	175 190	181 059	4,2
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13 001	12 764	12 482	12 143	12 179	6,7

Pour les trois mois terminés le

Pour les neuf mois terminés le

	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004
Principales mesures financières (%) b)					
Rendement total moyen des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	17,4	19,6	21,8	18,9	18,7
Croissance du résultat dilué par action	(15,3)	3,6	16,0	9,3	30,5
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	(15,0)	3,4	15,5	10,0	28,3
Rendement des capitaux propres	16,5	19,5	19,4	17,8	21,0
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	17,1	20,2	20,0	18,5	21,7
Croissance du profit économique net a)	(37,4)	(2,1)	22,0	10,3	53,7
Croissance du revenu	2,1	(0,4)	3,4	(3,9)	3,8
Croissance du revenu (bic) a)	2,0	(0,7)	2,9	(4,3)	4,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	65,5	65,9	63,6	66,4	65,2
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) a)	64,7	65,0	62,9	65,5	64,3
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement (bic) a)	63,8	64,0	61,9	64,4	63,2
Provision (annualisée) pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	0,17	0,01	0,11	(0,03)	(0,28)
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	5,92	6,77	7,10	7,47	8,90
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	26,8	27,6	25,0	25,8	27,3
Ratio du capital de première catégorie	9,39	9,38	9,72	9,81	9,44
Cote de crédit					
Standard & Poor's	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3

Autres ratios financiers (% sauf indication contraire) b)

Rendement total des capitaux propres sur douze mois	13,8	12,6	(1,5)	20,0	27,5
Rendement des actions	3,0	3,2	3,2	3,1	2,9
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	13,8	12,3	12,1	13,0	12,8
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	2,35	2,21	2,22	2,37	2,28
Profit économique net (en millions de dollars) a)	212	296	291	244	339
Rendement de l'actif moyen	0,72	0,79	0,81	0,83	0,95
Marge nette d'intérêts	1,61	1,56	1,61	1,77	1,82
Marge nette d'intérêts (bic) a)	1,65	1,60	1,64	1,82	1,87
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	49,6	50,7	50,3	47,7	47,5
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic) a)	49,0	50,1	49,7	47,1	46,9
Croissance des frais autres que d'intérêts	2,6	0,9	(1,8)	(3,4)	3,6
Ratio du capital total	11,08	11,30	11,50	11,31	11,19
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	8,99	8,93	9,28	9,44	9,10
Ratio des capitaux propres à l'actif d)	4,7	4,6	4,4	4,8	4,9

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » aux pages 5 et 6 pour une explication des résultats avant amortissement, des données présentées sur une base d'imposition comparable (bic) et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures ajustés selon une base autre que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

c) Se reporter à l'information sur les entités à détenteurs de droits variables, à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires, non vérifiés, du 31 juillet 2005.

d) Le ratio des capitaux propres à l'actif a été révisé afin d'exclure du numérateur la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les ratios des périodes précédentes ont été calculés à nouveau en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Rapport de gestion

Principaux points de comparaison avec les résultats du troisième trimestre de l'an dernier :

- Revenu net de 541 millions de dollars, en baisse de 102 millions ou de 16 %.
- Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 73 millions de dollars sans réduction de la réserve générale, alors que l'an dernier des recouvrements spécifiques de 70 millions et une réduction de la réserve générale de 40 millions avaient été comptabilisés, entraînant une augmentation des provisions pour créances irrécouvrables de 183 millions de dollars, sans laquelle le revenu net aurait progressé de 17 millions.
- Revenu net record à l'égard des services bancaires aux particuliers et aux entreprises et solide croissance par rapport à l'an dernier pour les services de gestion de patrimoine. Diminution du revenu net global de BMO par rapport à l'an dernier en raison des résultats exceptionnellement favorables du portefeuille de prêts en 2004 et de la baisse du revenu net dans certains secteurs du groupe Services d'investissement. Hausse du dividende trimestriel de 0,03 \$ ou de 6,5 % par action ordinaire.
- Résultat par action¹ (RPA) de 1,05 \$ et RPA avant amortissement² de 1,08 \$, tous deux en baisse de 15 %.
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 16,5 %, alors qu'il était de 21,0 % un an plus tôt.
- Croissance du revenu² de 2,0 % (croissance de 4,2 % en excluant l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain).
- Hausse des frais de 2,6 % (hausse de 5,2 % en excluant l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain).
- Recul du ratio de productivité de 42 points de base à 64,7 % et recul du ratio de productivité avant amortissement² de 59 points de base à 63,8 %.

- Ratio du capital de première catégorie de 9,39 %, alors qu'il était de 9,44 % il y a un an et de 9,38 % à la fin du deuxième trimestre.
- Revenu net des groupes d'exploitation
 - Groupe Particuliers et entreprises : hausse de 39 millions de dollars ou de 15 % à 307 millions.
 - Groupe Gestion privée : hausse de 5 millions de dollars ou de 8 % à 63 millions.
 - Groupe Services d'investissement : baisse de 46 millions de dollars ou de 20 % à 184 millions.
 - Groupe Services d'entreprise : baisse de 100 millions de dollars, en raison des résultats très favorables du portefeuille de prêts en 2004.

Principaux points de comparaison avec les résultats des neuf premiers mois de l'an dernier :

- Revenu net de 1 743 millions de dollars, en baisse de 12 millions ou de 0,7 %.
- RPA de 3,37 \$ et RPA avant amortissement de 3,48 \$, tous deux en hausse de 0,01 \$.
- RCP de 18,4 %, alors qu'il était de 20,0 % un an plus tôt.
- Amélioration du ratio de productivité de 51 points de base à 64,2 % et amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 40 points de base à 63,2 %.

Autres points saillants :

- Baisse du revenu net de 59 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au deuxième trimestre de 2005.
- Hausse du dividende trimestriel de 0,03 \$, ou de 6,5 %, par action ordinaire, à 0,49 \$, soit une progression de 11 % depuis un an.

- 1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question de résultat par action (RPA) dans le présent Rapport de gestion, il s'agit toujours du résultat dilué par action.
- 2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et de substituer le revenu et les impôts sur les bénéfices sur une base d'imposition comparable (bic) au revenu et aux impôts sur les bénéfices selon les PCGR sont exposés plus loin dans la section Mesures non conformes aux PCGR de l'Analyse des résultats financiers, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

Les revenus et les impôts sur les bénéfices sont indiqués dans les états financiers conformément aux PCGR. Sauf en ce qui concerne les états financiers, tous les revenus et impôts sur les bénéfices, ainsi que les mesures qui incluent des revenus ou des impôts sur les bénéfices, qui sont présentés dans le présent Rapport de gestion le sont sur une base d'imposition comparable.

Les références aux services aux particuliers et aux entreprises concernent les activités du groupe Particuliers et entreprises et les références aux services de gestion de patrimoine concernent les activités du groupe Gestion privée.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent rapport trimestriel, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal ainsi que ses filiales.

Les commentaires contenus dans le Rapport de gestion sont en date du 23 août 2005. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Sommaire des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)	T3-2005	Augmentation/(Diminution) c. T3-2004		Augmentation/(Diminution) c. T2-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu selon les états financiers	2 411	50	2 %	14	1 %	7 219	119	2 %
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	30	(2)	(6 %)	(1)	(3 %)	89	(20)	(18 %)
Revenu (bic) 1)	2 441	48	2 %	13	1 %	7 308	99	1 %
Provision spécifique pour créances irrécouvrables	73	143	+100 %	27	59 %	162	132	+100 %
Réduction de la réserve générale	-	40	100 %	40	100 %	(40)	80	100 %
Total – provision pour créances irrécouvrables	73	183	+100 %	67	+100 %	122	212	+100 %
Frais autres que d'intérêts	1 579	41	3 %	-	-	4 691	27	1 %
Impôts sur les bénéfices selon les états financiers	204	(82)	(29 %)	6	3 %	621	(138)	(18 %)
Rajustement sur une base d'imposition comparable	30	(2)	(6 %)	(1)	(3 %)	89	(20)	(18 %)
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	234	(84)	(27 %)	5	1 %	710	(158)	(18 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	10	+100 %	-	-	42	30	+100 %
Revenu net	541	(102)	(16 %)	(59)	(10 %)	1 743	(12)	(1 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	17	(4)	(19 %)	(4)	(19 %)	57	(2)	(3 %)
Revenu net avant amortissement 1)	558	(106)	(16 %)	(63)	(10 %)	1 800	(14)	(1 %)
Résultat de base par action (en dollars)	1,07	(0,20)	(16 %)	(0,12)	(10 %)	3,44	(0,01)	-
Résultat dilué par action (en dollars)	1,05	(0,19)	(15 %)	(0,11)	(9 %)	3,37	0,01	-
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	1,08	(0,19)	(15 %)	(0,13)	(11 %)	3,48	0,01	-
Rendement des capitaux propres (RCP)	16,5 %		(4,5 %)		(3,0 %)	18,4 %		(1,6 %)
RCP avant amortissement 1)	17,1 %		(4,6 %)		(3,1 %)	19,1 %		(1,5 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	65,5 %		0,3 %		(0,4 %)	65,0 %		(0,7 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1)	64,7 %		0,4 %		(0,3 %)	64,2 %		(0,5 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1)	63,8 %		0,6 %		(0,2 %)	63,2 %		(0,4 %)
Marge nette d'intérêts	1,61 %		(0,21 %)		0,05 %	1,59 %		(0,19 %)
Marge nette d'intérêts (bic) 1)	1,65 %		(0,22 %)		0,05 %	1,63 %		(0,20 %)
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :								
Groupe Particuliers et entreprises	307	39	15 %	14	5 %	894	179	25 %
Groupe Gestion privée	63	5	8 %	(14)	(19 %)	213	39	22 %
Groupe Services d'investissement	184	(46)	(20 %)	(22)	(11 %)	627	(14)	(2 %)
Groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	(13)	(100)	(+100 %)	(37)	(+100 %)	9	(216)	(96 %)
Revenu net – BMO Groupe financier	541	(102)	(16 %)	(59)	(10 %)	1 743	(12)	(1 %)

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir plus haut la note 2 des principaux points de comparaison des résultats et la section Mesures non conformes aux PCGR à la page 5, qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent Rapport de gestion.

Revue des résultats

Le revenu net pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2005 s'établit à 541 millions de dollars, soit une baisse de 102 millions, ou de 16 %, par rapport à la même période l'an dernier. Le RPA a diminué de 0,19 \$, ou de 15 %, et s'établit à 1,05 \$.

« Le revenu net de ce trimestre est inférieur au résultat record de l'an dernier, qui avait bénéficié d'une performance particulièrement favorable du portefeuille de prêts, a déclaré Tony Comper, président et chef de la direction, BMO Groupe financier, lorsque les résultats ont été rendus publics le 23 août 2005. Nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises et nos services de gestion de patrimoine ont poursuivi leur forte croissance par rapport à l'exercice précédent; cependant, certains des secteurs d'activité de nos services d'investissement n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats dans le contexte actuel des taux d'intérêt. »

Le groupe Particuliers et entreprises a inscrit un revenu net record au troisième trimestre, en hausse de 39 millions de dollars, ou de 15 %, par rapport à l'an dernier. Au Canada, la croissance résulte à la fois de la progression des volumes de produits destinés aux particuliers et aux entreprises et de l'efficacité des mesures de contrôle des coûts. Aux États-Unis, la progression des volumes résulte des acquisitions et de la croissance des prêts. L'incidence de la croissance des volumes au Canada et aux États-Unis a été partiellement neutralisée par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts. Le revenu net du groupe Gestion privée s'est accru de 5 millions de dollars, ou de 8 %, grâce à la vigueur des activités de placement à service complet et des fonds d'investissement. Le revenu net du groupe Services d'investissement a reculé de 46 millions de dollars, ou de 20 %, en grande partie parce que l'an dernier, ce groupe avait recouvré une perte sur créance de 39 millions de dollars (25 millions après impôts) et perçu des intérêts de 20 millions (13 millions après impôts) sur un prêt qui avait précédemment été radié. Quant au revenu net des Services d'entreprise, il a reculé de 100 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison de la baisse des recouvrements de pertes sur créances et de l'incidence d'une réduction de la réserve générale de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. La dépréciation du dollar américain a réduit le revenu net de BMO de 12 millions de dollars comparativement à l'an dernier.

Par rapport au deuxième trimestre de 2005, le revenu net de BMO a diminué de 59 millions de dollars, ou de 10 %, principalement parce que les résultats de ce trimestre comprenaient les éléments suivants : une hausse du revenu du groupe Services d'investissement de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) liée à la restructuration des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) des clients; et une réduction de la réserve générale pour créances irrécouvrables de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) comptabilisée dans les résultats des Services d'entreprise. Le revenu net des services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté comparativement au deuxième trimestre, grâce à la croissance des volumes et à l'incidence du fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus, tandis que le revenu net des services de gestion de patrimoine diminuait, la baisse des revenus des activités de placement à service complet et des services de placement en direct n'ayant été que partiellement compensée par la hausse des revenus provenant des fonds d'investissement. Quant au revenu net du groupe Services d'investissement, il a reculé, mais si on tient compte du rajustement relatif aux revenus des EDDV, il a augmenté, grâce en partie à la hausse des gains nets sur titres de placement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net se chiffre à 1 743 millions de dollars, soit un recul de 12 millions, ou de 0,7 %, par rapport à la période comparable en 2004. Le RPA s'élève à 3,37 \$ et le RPA avant amortissement, à 3,48 \$, tous deux en hausse de 0,01 \$ ou de 0,3 %. Les résultats des deux périodes ont été influencés par certains éléments qui se sont en grande partie annulés. La dépréciation du dollar américain a réduit le revenu net de BMO pour les neuf premiers mois de l'exercice de 37 millions de dollars comparativement à la période correspondante de l'an dernier.

« Nous demeurons résolus à atteindre les objectifs financiers que nous nous sommes fixés pour l'exercice, a poursuivi M. Comper. Nous avons accompli des progrès importants au chapitre de la productivité depuis deux ans; cependant, malgré des améliorations importantes

réalisées par nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises et nos services de gestion de patrimoine, il sera très difficile, compte tenu de nos résultats des trois premiers trimestres, d'atteindre le ratio de productivité que nous visons pour l'ensemble de l'entreprise. »

Les résultats des trois premiers trimestres de l'exercice ont bénéficié de l'efficacité des mesures de contrôle des coûts, de la croissance des volumes des services bancaires aux particuliers et aux entreprises et de la progression des revenus provenant des activités de placement à service complet et des fonds d'investissement des services de gestion de patrimoine. Ces hausses ont été partiellement neutralisées par la baisse des revenus de certains secteurs d'activité de nos services d'investissement et par la forte diminution des revenus et des recouvrements de pertes sur créances des Services d'entreprise, en partie à cause d'une réduction plus importante de la réserve générale en 2004.

Le revenu¹ s'est accru de 48 millions de dollars, ou de 2,0 %, pour le trimestre par rapport à l'an dernier et se chiffre à 2 441 millions de dollars. Si on effectue un rajustement pour tenir compte de l'affaiblissement du dollar américain, le revenu a augmenté de 102 millions de dollars, ou de 4,2 %. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises a progressé de 62 millions de dollars, grâce à la croissance des volumes au Canada comme aux États-Unis, partiellement neutralisée par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts. L'apport des entreprises acquises aux États-Unis à l'augmentation du revenu s'élève à 22 millions de dollars. Le revenu du groupe Gestion privée s'est accru de 33 millions de dollars, grâce à la hausse des revenus tirés des activités de placement à service complet et des fonds d'investissement, ainsi qu'à l'amélioration des marges sur les placements à terme. Le revenu du groupe Services d'investissement a chuté de 60 millions de dollars, en raison de la baisse du revenu net d'intérêts. Au cours de la même période l'an dernier, des montants d'intérêts importants avaient été perçus sur des prêts précédemment radiés, tandis qu'en 2005, les marges se sont comprimées dans le secteur des prêts aux grandes entreprises ainsi que dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt. Les gains nets sur titres de placement, les revenus tirés des activités de fusion et acquisition et de prise ferme de titres d'emprunt ainsi que les revenus de commissions ont augmenté.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu a progressé de 13 millions de dollars, ou de 0,5 %, grâce au fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus, à la hausse des gains nets sur titres de placement et à la croissance des volumes des services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le revenu du groupe Gestion privée a diminué en raison du ralentissement de l'activité des clients dans les secteurs de l'investissement à service complet et en direct. Le revenu du groupe Services d'investissement a reculé en raison du fait que les résultats du deuxième trimestre comprenaient un revenu de 44 millions de dollars lié à la restructuration des EDDV. Les gains nets sur titres de placement ont augmenté, de même que les revenus tirés des activités de prise ferme de titres d'emprunt et de fusion et acquisition.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu a progressé de 99 millions de dollars, ou de 1,4 %, et s'établit à 7 308 millions de dollars. Si on effectue un rajustement relativement à l'incidence de la dépréciation du dollar américain, sa progression s'élève à 260 millions de dollars, ou à 3,6 %. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises a fortement progressé, grâce à la croissance des volumes, particulièrement ceux des produits destinés aux entreprises, à l'augmentation des revenus d'assurance et à la hausse des frais de services de cartes de en partie à un rajustement de 51 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de 2004. Pour ce qui est du groupe Gestion privée, les revenus provenant des activités de placement à service complet, des fonds d'investissement et des placements à terme ont aussi affiché une progression, qui a plus que compensé le recul des revenus des services de placement en direct. Le revenu du groupe Services d'investissement a diminué, en raison de la baisse du revenu net d'intérêts attribuable aux mêmes facteurs qui ont influé sur la performance de ce groupe au troisième trimestre comparativement à l'an dernier. Le revenu des Services d'entreprise a diminué, en grande partie en raison de gains nets sur titres de placement élevés et du rajustement des frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires en 2004.

1 Sur une base d'imposition comparable – voir la section Mesures non conformes aux PCGR

La marge nette d'intérêts¹ s'établit à 1,65 % pour le troisième trimestre de 2005, soit un recul de 22 points de base par rapport à l'an dernier. La marge nette d'intérêts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis et au Canada s'est comprimée, de même que celle du groupe Services d'investissement. Le 1^{er} novembre 2004, nous avons commencé à consolider certaines entités de titrisation de nos clients, conformément à l'adoption des nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant la consolidation des EDDV. Cette mesure a réduit la marge nette d'intérêts aux premier et deuxième trimestres de 2005 par rapport aux périodes comparables, car elle a entraîné l'inclusion d'éléments d'actif moyen d'une valeur approximative de 21 milliards de dollars dans le bilan de BMO. Le 29 avril 2005, nous avons terminé la restructuration de ces EDDV; par conséquent, les actifs de ces entités ne sont plus inclus dans le bilan de BMO à compter de cette date. La marge nette d'intérêts de BMO aux premier et deuxième trimestres était inférieure d'environ 12 points de base à ce qu'elle aurait été si nous n'avions pas été obligés de consolider les actifs des EDDV au cours de ces périodes, et celle du groupe Services d'investissement était inférieure d'environ 9 points de base comparativement à ce qu'elle aurait été. Par rapport au deuxième trimestre, la marge nette d'intérêts de BMO s'est accrue de 5 points de base au troisième trimestre, les marges des services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'étant légèrement élargies au Canada mais ayant diminué aux États-Unis. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est contractée en raison de la hausse des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis et du rétrécissement de l'écart entre les taux à court terme et les taux à long terme. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la marge nette d'intérêts s'est rétrécie, en grande partie sous l'effet des facteurs décrits ci-dessus. Les marges nettes d'intérêts sont présentées en détail dans la section Revenu aux pages 6 et 7.

Les frais autres que d'intérêts, qui se chiffrent à 1 579 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2005, ont augmenté de 41 millions de dollars, ou de 2,6 %, par rapport à l'an dernier et ils sont restés inchangés comparativement au deuxième trimestre. Les entreprises acquises dans le cadre des services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis sont responsables à hauteur de 15 millions de dollars de la croissance des frais par rapport à l'an dernier. Au deuxième trimestre, les frais comprenaient une provision de 25 millions de dollars liée à un litige, dont l'incidence sur les comparaisons a été partiellement compensée par le fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus.

Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu¹ (ou ratio de productivité) s'établit à 64,7 % au troisième trimestre, alors qu'il était de 64,3 % il y a un an et de 65,0 % au deuxième trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement¹ s'établit à 63,8 % pour le trimestre, soit un recul de 59 points de base par rapport à l'an dernier. Ce recul est dû à une hausse du ratio des frais au revenu dans le groupe Services d'investissement, où les baisses de revenu se sont concentrées principalement dans des secteurs aux coûts variables relativement peu élevés. Le ratio de productivité avant amortissement de BMO pour les neuf premiers mois de l'exercice, qui s'établit à 63,2 %, constitue une amélioration de 40 points de base par rapport à la période comparable en 2004. Notre objectif est d'améliorer le ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base en 2005. Le retard accumulé depuis le début de l'exercice est principalement attribuable à des résultats inférieurs aux objectifs dans le groupe Services d'investissement, même si le ratio de productivité du groupe a été meilleur que ceux de la plupart de ses concurrents canadiens.

Les résultats du troisième trimestre comprennent une provision spécifique pour créances irrécouvrables de 73 millions de dollars, alors que des recouvrements spécifiques de 70 millions avaient été effectués il y a un an et qu'une provision spécifique de 46 millions avaient été comptabilisées au deuxième trimestre. Il n'y a eu aucun changement à la réserve générale pour créances irrécouvrables au troisième trimestre de 2005, mais elle a été réduite de 40 millions de dollars au deuxième trimestre de même qu'à chacun des trois premiers trimestres de 2004. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables s'élèvent à 162 millions de dollars, alors qu'elles se chiffraient à 30 millions pour la période comparable l'an dernier. Nous continuons à prévoir

des provisions spécifiques de 275 millions de dollars ou moins pour l'exercice 2005, alors que la cible que nous avons fixée au début de l'exercice est de 400 millions ou moins.

Le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,39 % à la fin du trimestre, alors qu'il était de 9,38 % à la fin du deuxième trimestre et de 9,81 % à la fin de 2004. La baisse par rapport à la fin de l'exercice précédent est principalement attribuable à l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques, elle-même due en grande partie à la croissance des prêts du groupe Particuliers et entreprises et à celle des prêts et engagements du groupe Services d'investissement.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 842 200 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, à un prix moyen de 56,26 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 47,4 millions de dollars. En vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, dont la durée était de 12 mois et qui a expiré le 6 août, nous avons racheté 7 520 900 actions ordinaires à un prix moyen de 55,51 \$, ce qui représente une somme totale de 417,5 millions de dollars. Après la fin du trimestre, le Conseil d'administration de BMO a autorisé la direction à émettre un avis d'intention portant sur le dépôt d'une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, dans le but de racheter aux fins d'annulation un maximum de 15 millions d'actions ordinaires de la Banque de Montréal, ce qui représente environ 3 % des actions de BMO en circulation.

Le 8 août 2005, BMO a annoncé la signature d'une entente définitive pour vendre sa participation dans *Harrisdirect*, sa société de placement en direct aux États-Unis. La vente devrait rapporter un produit en espèces global d'environ 910 millions de dollars (750 millions de dollars américains), y compris une distribution d'environ 60 millions de dollars (50 millions de dollars américains) qui sera effectuée par *Harrisdirect* immédiatement avant la conclusion de la vente. La transaction, qui doit recevoir les autorisations habituelles des organismes de réglementation, devrait être conclue d'ici au 31 octobre 2005. Après déduction des coûts de transaction et d'autres ajustements qui seront arrêtés définitivement au moment de la conclusion, la vente devrait produire un léger gain et ajouter environ 35 points de base au ratio du capital de première catégorie de BMO. Les activités de *Harrisdirect* n'ont pas d'incidence significative sur les résultats de BMO Groupe financier.

Le ratio de distribution de BMO pour les neuf premiers mois de l'exercice s'élève à 39,5 %. Le 23 août 2005, BMO a annoncé une hausse de 6,5 % de son dividende trimestriel sur actions ordinaires, ce qui le portait de 0,46 \$ à 0,49 \$ et constituait la deuxième hausse du dividende trimestriel cette année. Cette augmentation s'inscrit dans la poursuite de l'objectif de BMO qui consiste à atteindre à long terme un ratio de distribution se situant dans une fourchette de 35 % à 45 %. Le dividende trimestriel a maintenant progressé de 11 % comparativement à l'an dernier.

Cibles pour l'exercice 2005

- Croissance du RPA de 3 % à 8 %, par rapport à un montant de base de 4,21 \$ (excluant les changements apportés à la réserve générale).
- RCP de 17 % à 18 %.
- Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins.

Nous continuons à prévoir des provisions spécifiques de 275 millions de dollars ou moins pour 2005.

- Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %.
- Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.

Résultats cumulatifs depuis le début de l'exercice jusqu'au 31 juillet 2005

- RPA de 3,32 \$, en hausse de 3,4 % par rapport à 3,21 \$ (excluant les changements apportés à la réserve générale au cours des deux exercices).
- RCP annualisé de 18,4 %.
- Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 162 millions de dollars.

- Ratio du capital de première catégorie de 9,39 %.
- Amélioration de 40 points de base (ratio inchangé si on exclut le revenu de la restructuration des EDDV).

¹ Sur une base d'imposition comparable - voir la section Mesures non conformes aux PCGR

Perspectives concernant le revenu net et la conjoncture économique en 2005

Nous demeurons résolus à atteindre nos cibles pour l'exercice 2005, qui sont énumérées dans le tableau ci-dessus et que nous avons établies à la fin de l'exercice précédent. Il sera cependant très difficile d'atteindre celle qui consiste à améliorer notre ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base. Nous avons amélioré ce ratio de 260 points de base en 2003 et de 160 points de base en 2004. Nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises ainsi que nos services de gestion de patrimoine devraient atteindre nos objectifs d'amélioration de la productivité en 2005; cependant, nos services d'investissement vont sans doute rester en deçà de la cible, car les résultats de ce groupe, après avoir été remarquables en 2004, ont subi le contrecoup du contexte des taux d'intérêt en 2005. Le ratio de productivité du groupe Services d'investissement a été un des meilleurs de son groupe de référence au Canada.

Après avoir progressé de 2,9 % au cours de l'année civile 2004, l'économie canadienne devrait progresser à un rythme similaire en 2005, soit une croissance légèrement inférieure à l'estimation de 3,2 % que nous avions faite au début de l'année. La faiblesse des taux d'intérêt continue à favoriser les dépenses des particuliers, les investissements des entreprises et le marché de l'habitation. Des données récentes donnent à penser que l'incidence négative de la vigueur du dollar canadien sur la croissance économique a commencé à s'estomper. En conséquence, il est généralement prévu que la Banque du Canada recommencera à hausser les taux d'intérêt à court terme en septembre. Heureusement, comme le taux d'inflation est bas, on s'attend à ce que le resserrement de la politique monétaire ne se fasse que graduellement, de sorte que la faiblesse des taux d'intérêt devrait continuer à soutenir la croissance du marché de l'habitation et du crédit aux entreprises jusqu'à la fin de l'année. Quant au dollar canadien, il devrait s'échanger dans une fourchette de 80 à 83 cents américains au cours des prochains mois, l'important excédent commercial canadien faisant contreponds aux effets des taux d'intérêt plus bas au Canada qu'aux États-Unis.

Même si elle ne maintiendra pas le rythme de croissance de 4,2 % atteint en 2004, en raison de la réduction des stimulants monétaires et fiscaux et de la hausse des coûts de l'énergie, l'économie américaine devrait continuer à croître à un bon rythme en 2005, soit au rythme de 3,7 % que nous avions prévu à la fin de l'année. Les dépenses en immobilisations des entreprises ont connu une solide croissance au premier semestre de 2005, en raison de la progression de la confiance et des profits. Si le rythme des dépenses se maintient, celles-ci devraient favoriser une forte croissance des prêts aux entreprises au cours de la prochaine année. Par contre, d'autres hausses graduelles des taux d'intérêt vont sans doute ralentir le rythme de croissance des dépenses des particuliers et du marché de l'habitation, réduisant ainsi la demande de prêts hypothécaires à l'habitation.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et complet a été mis en place au sein de BMO et de ses filiales, aux niveaux de la direction et du Conseil d'administration. Chaque année, le rapport annuel de BMO contient une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière contenue dans le rapport. Lors de la publication de son rapport annuel et d'autres documents d'information, en décembre 2004, BMO a déposé, comme l'année précédente, des déclarations certifiant ses résultats, signées par le chef de la direction et le chef des finances, auprès de la SEC des États-Unis. Dans ces déclarations, le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient, comme l'exige la loi Sarbanes Oxley des États-Unis, l'exactitude de l'information financière contenue dans nos documents d'information (formulaire 40-F), ainsi que l'efficacité des contrôles et des méthodes utilisés pour produire cette information. Le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient aux organismes de réglementation des valeurs mobilières l'exactitude de l'information financière contenue dans les rapports intermédiaires de BMO, y compris le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 31 juillet 2005 qui l'accompagnent.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse plus détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2004 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, notre Rapport de gestion et nos États financiers consolidés vérifiés annuels, notre Notice annuelle et notre Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent communiqué contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs pour l'exercice 2005 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. Nous conseillons aux lecteurs du présent rapport trimestriel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : les activités des marchés financiers internationaux, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, la conjoncture économique et politique dans certains secteurs et dans le monde, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les mesures prises par la direction et les changements technologiques. Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Analyse des résultats financiers

Mesures non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2005	T2-2005	T3-2004	Cumul 2005	Cumul 2004
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	1 214	1 181	1 240	3 593	3 622
Revenu autre que d'intérêts	1 197	1 216	1 121	3 626	3 478
Revenu selon les états financiers b)	2 411	2 397	2 361	7 219	7 100
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	30	31	32	89	109
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	1 244	1 212	1 272	3 682	3 731
Revenu autre que d'intérêts	1 197	1 216	1 121	3 626	3 478
Revenu (bic) e) 1)	2 441	2 428	2 393	7 308	7 209
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers	204	198	286	621	759
Rajustement sur une base d'imposition comparable	30	31	32	89	109
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) 1)	234	229	318	710	868
Frais autres que d'intérêts f)	1 579	1 579	1 538	4 691	4 664
Amortissement des actifs incorporels	(24)	(24)	(27)	(72)	(79)
Frais avant amortissement g) 1)	1 555	1 555	1 511	4 619	4 585
Revenu net	541	600	643	1 743	1 755
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	17	21	21	57	59
Revenu net avant amortissement 1)	558	621	664	1 800	1 814
Dividendes sur actions privilégiées	(6)	(8)	(9)	(22)	(26)
Charge au titre du capital 1)	(340)	(317)	(316)	(979)	(909)
Profit économique net 1)	212	296	339	799	879
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu 2) (%) ((f/b) x 100)	65,5	65,9	65,2	65,0	65,7
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1) 2) (%) ((f/e) x 100)	64,7	65,0	64,3	64,2	64,7
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1) 2) (%) ((g/e) x 100)	63,8	64,0	63,2	63,2	63,6
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a / actif moyen) x 100)	1,61	1,56	1,82	1,59	1,78
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d / actif moyen) x 100)	1,65	1,60	1,87	1,63	1,83
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,05	1,16	1,24	3,37	3,36
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,08	1,21	1,27	3,48	3,47

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau précédent rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

Les mesures du revenu net avant amortissement et du ratio de productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéficiaires et de la provision pour créances irrécouvrables de BMO libellés en dollars américains pour le troisième trimestre de 2005 et pour les neuf premiers mois de l'exercice, relativement aux périodes comparables de l'exercice précédent. Au troisième trimestre, le taux de change entre les dollars canadien et américain correspondait à celui du trimestre précédent et, par conséquent, l'évolution du taux de change n'a eu que peu d'incidence sur nos résultats comparativement au deuxième trimestre. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'impact des fluctuations de ces taux. Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre. Le taux de change moyen entre les dollars canadien et américain à chacun des trimestres de 2005 se rapproche du taux du début du trimestre respectif. En conséquence, les gains ou pertes sur opérations de couverture ont été minimes pour le troisième trimestre et pour la période des neuf premiers mois de l'exercice.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues au début de chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéficiaires à la page 10.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2005		Cumul 2005
	c. T3-2004	c. T2-2005	c. cumul 2004
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	1,2350	1,2350	1,2261
Période précédente	1,3423	1,2336	1,3295
Revenu augmenté (réduit)	(54)	1	(161)
Frais réduits (augmentés)	39	-	112
Provision pour créances irrécouvrables réduite (augmentée)	-	-	-
Impôts sur les bénéficiaires réduits (augmentés)	4	-	11
Revenu net augmenté (réduit) avant gains sur opérations de couverture	(11)	1	(38)
Gains (pertes) sur opérations de couverture	(1)	(1)	2
Impôts sur les bénéficiaires	-	-	(1)
Revenu net augmenté (réduit)	(12)	-	(37)

Mesures de la valeur

Le rendement des capitaux propres (RCP) annualisé s'établit à 16,5 % pour le trimestre, alors qu'il atteignait 19,5 % au deuxième trimestre et 21,0 % au troisième trimestre de 2004. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le RCP annualisé se chiffre à 18,4 %, et est donc supérieur à la cible de 17 % à 18 % que nous nous sommes fixée pour l'exercice, mais inférieure au RCP de 20,0 % inscrit pour la période comparable en 2004.

Le RPA s'établit à 1,05 \$, soit une baisse de 0,19 \$, ou de 15 %, par rapport au troisième trimestre de 2004 et de 0,11 \$, ou de 9,5 %, comparativement au deuxième trimestre. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le RPA se chiffre à 3,37 \$, en hausse de 0,01 \$, ou de 0,3 %, par rapport à la période comparable de l'exercice précédent. Si on fait abstraction de la réduction de la réserve générale aussi bien en 2005 qu'en 2004, le RPA pour la période des neuf premiers mois de l'exercice est en hausse de 3,4 %, alors que nous visons pour l'exercice une croissance du RPA de 3 % à 8 %.

Le profit économique net se chiffre à 212 millions de dollars (voir plus haut la section Mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il s'élevait à 339 millions au troisième trimestre de 2004. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, il se chiffre à 799 millions de dollars, en baisse par rapport aux 879 millions constatés pour la période correspondante en 2004.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) investis dans les actions ordinaires de BMO s'établit à 8,8 % pour le troisième trimestre et à 13,8 % pour les douze mois terminés le 31 juillet 2005. Le RTCP annualisé moyen de BMO pour la période de cinq années terminée le 31 juillet 2005 s'établit à 17,4 %, un résultat conforme au RTCP moyen des six grandes banques canadiennes. Le rendement total annualisé moyen de l'indice S&P/TSX pour la même période est de 1,8 %. Le RTCP annualisé moyen sur cinq ans est notre principale mesure de la valeur pour les actionnaires et la plus importante des mesures de nos résultats financiers et de notre situation financière. Notre objectif fondamental est de maximiser la valeur pour les actionnaires et de nous classer, au fil du temps, dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.

Revenu net

Le revenu net et ses écarts entre les périodes ont été examinés plus haut dans la Revue des résultats. Le revenu net par groupe d'exploitation fait l'objet d'un examen plus détaillé dans l'Analyse des résultats des groupes d'exploitation qui suit.

Le revenu net provenant d'activités aux États-Unis totalise 85 millions de dollars, soit 15,7 % du revenu net de BMO pour le trimestre, alors qu'il s'élevait à 190 millions et à 29,6 % il y a un an. Les résultats des activités aux États-Unis de la période comparable l'an dernier avaient bénéficié d'un recouvrement net de pertes sur créances effectué au cours du trimestre et de la perception d'intérêts sur des prêts auparavant classés comme douteux ou radiés.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net provenant d'activités aux États-Unis totalise 370 millions de dollars, soit 21,2 % du revenu net de BMO, alors qu'il était de 367 millions, ou de 20,9 %, pour la période comparable en 2004. L'augmentation relative du revenu net provenant d'activités aux États-Unis au premier trimestre de 2005 a été en grande partie neutralisée par la baisse relative de ce revenu au troisième trimestre. La progression constatée au premier trimestre de 2005 s'expliquait principalement par la réduction de la provision pour créances irrécouvrables, une nouvelle façon de comptabiliser les investissements de banques d'affaires et l'augmentation des revenus de négociation au premier trimestre de 2005, ainsi que par le rajustement de 19 millions de dollars appliqué aux passifs d'impôts futurs au premier trimestre de 2004.

Revenu

Tel que nous l'expliquons dans la section Mesures non conformes aux PCGR à la page 5, BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic) et tous les revenus et ratios calculés d'après son revenu dans le présent Rapport de gestion sont établis sur cette base.

Le revenu total et ses écarts ont été examinés plus haut dans la section intitulée Revue des résultats.

Les revenus de négociation comprennent à la fois un revenu net d'intérêts et un revenu autre que d'intérêts. Dans l'ensemble, les revenus de négociation de BMO sont demeurés inchangés au troisième trimestre comparativement au deuxième trimestre et ils ont légèrement remonté comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. Par rapport aux périodes comparables, le revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation a toutefois diminué en raison, principalement, de la hausse des coûts de mobilisation de fonds, et le revenu autre que d'intérêts provenant des activités de négociation a augmenté, comme nous l'expliquons un peu plus loin dans la partie traitant du revenu autre que d'intérêts.

La marge nette d'intérêts s'établit à 1,65 % pour le troisième trimestre de 2005, soit un recul de 22 points de base par rapport à l'an dernier. Les marges nettes d'intérêts des groupes Particuliers et

entreprises, au Canada comme aux États-Unis, et Services d'investissement ont diminué. Le 1^{er} novembre 2004, nous avons commencé à consolider certaines entités de titrisation de nos clients, conformément à l'adoption des nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant la consolidation des EDDV. Cette mesure a réduit la marge nette d'intérêts aux premier et deuxième trimestres de 2005, car elle a entraîné l'inclusion d'éléments d'actif moyen d'une valeur approximative de 21 milliards de dollars dans le bilan de BMO. Le 29 avril 2005, nous avons terminé la restructuration de ces EDDV; par conséquent, les actifs de ces entités ne sont plus inclus dans le bilan de BMO à compter de cette date. La marge nette d'intérêts de BMO aux premier et deuxième trimestres était inférieure d'environ 12 points de base à ce qu'elle aurait été si nous n'avions pas été obligés de consolider les actifs des EDDV au cours de ces périodes; pour les neuf premiers mois de l'exercice, elle est

inférieure d'environ 8 points de base. Quant à la marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement aux premier et deuxième trimestres, elle était inférieure d'environ 9 points de base à ce qu'elle aurait été; pour les neuf premiers mois de l'exercice, elle est inférieure d'environ 6 points de base. Par rapport au deuxième trimestre, la marge nette d'intérêts de BMO s'est accrue de 5 points de base au troisième trimestre, la marge des services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'étant légèrement élargie au Canada pendant qu'elle rétrécissait aux États-Unis. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est comprimée en raison de la hausse des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis et de la faiblesse de l'écart entre les taux à court terme et les taux à long terme. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la marge nette d'intérêts s'est rétrécie, en grande partie sous l'effet des facteurs décrits ci-dessus.

Marge nette d'intérêts (bic)

(en points de base)	T3-2005	Augmentation/ (Diminution) c. T3-2004	Augmentation/ (Diminution) c. T2-2005	Cumul 2005	Augmentation/ (Diminution) c. cumul 2004
PE Canada	266	(7)	2	266	(5)
PE États-Unis	343	(29)	(12)	352	(35)
Groupe Particuliers et entreprises	279	(10)	-	280	(8)
Groupe Gestion privée	806	101	(27)	809	58
Groupe Services d'investissement	58	(43)	(7)	64	(26)
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	165	(22)	5	163	(20)

n.s. - non significatif

Le revenu net d'intérêts se chiffre à 1 244 millions de dollars pour le troisième trimestre, soit une baisse de 28 millions par rapport à la même période l'an dernier. L'actif moyen s'est accru de 29 milliards de dollars, dont environ les deux tiers sont liés au groupe Services d'investissement et le reste, aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada et aux États-Unis. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 22 points de base. La marge nette d'intérêts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est contractée au Canada, principalement en raison de l'évolution des préférences des clients vers des produits à plus faible marge et de l'intensification de la concurrence dans un contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt. Aux États-Unis, la marge nette d'intérêts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est également contractée, en raison des pressions de la concurrence qui ont limité notre capacité de répercuter les taux à court terme plus élevés sur les emprunteurs et en raison de la baisse des taux sur les dépôts à long terme. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est rétrécie en raison de recouvrements comptabilisés l'année précédente en relation avec des prêts auparavant classés comme douteux, et du rétrécissement des marges sur les prêts aux grandes entreprises dans un contexte marqué par la concurrence sur les taux d'intérêt aux États-Unis et dans les secteurs sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt dans le contexte actuel des taux d'intérêt.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu net d'intérêts s'est accru de 32 millions de dollars, l'incidence du plus grand nombre de jours au troisième trimestre et de la croissance des volumes des services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada et aux États-Unis n'ayant été que partiellement neutralisée par la diminution du revenu net d'intérêts du groupe Services d'investissement. L'actif moyen a diminué de 12 milliards de dollars, la consolidation des actifs des EDDV d'une valeur de 21 milliards étant terminée. La marge nette d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises est restée inchangée, l'élargissement de la marge des services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada ayant été neutralisé par le rétrécissement aux États-Unis. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est contractée de 7 points de base, mais le recul aurait atteint 16 points de base si les opérations de consolidation des actifs des EDDV ne s'étaient pas terminées à la fin du deuxième trimestre. La marge du groupe s'est rétrécie en raison de la hausse des taux d'intérêt

à court terme aux États-Unis, de la réduction de l'écart entre les taux à long terme et les taux à court terme et de la baisse des marges de négociation attribuable à la hausse des coûts de mobilisation de fonds.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net d'intérêts a diminué de 49 millions de dollars et s'établit à 3 682 millions. L'actif moyen a progressé de 30 milliards de dollars, dont environ 14 milliards sont liés aux actifs des EDDV. Les groupes Services d'investissement et Particuliers et entreprises ont tous deux augmenté leur actif. Le revenu net d'intérêts du groupe Services d'investissement a diminué en raison du contexte actuel des taux d'intérêt et de la situation concurrentielle sur les marchés. Le revenu net d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises a augmenté, grâce à la croissance des volumes. Dans l'ensemble, la marge nette d'intérêts de BMO a perdu 20 points de base, dont 8 points en raison de la consolidation des EDDV. Au cours de la même période de l'exercice précédent, le groupe Services d'investissement avait subi une perte de 44 millions de dollars découlant du dénouement de contrats de couverture, mais l'incidence de cette perte sur la marge nette d'intérêts de BMO avait été compensée par l'incidence, au montant de 42 millions, du changement de la méthode de comptabilisation des frais de remboursement anticipé des prêts hypothécaires, comptabilisée par les Services d'entreprise.

Le revenu autre que d'intérêts s'élève à 1 197 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 76 millions, ou de 6,6 %, par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, hausse qui s'explique par la progression des revenus de négociation et des gains nets sur titres de placement, due en partie à l'augmentation nette de 16 millions de dollars de la juste valeur des investissements de banques d'affaires comptabilisée au troisième trimestre. Les frais de services de cartes, les revenus tirés des fonds d'investissement, les revenus d'assurance, les commissions sur titres et les revenus des activités de prise ferme de titres d'emprunt et de fusion et acquisition ont aussi augmenté. Les revenus des opérations de titrisation ont diminué, une tranche de nos prêts sur cartes titrisés étant arrivée à échéance au cours du premier trimestre de 2005.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 19 millions de dollars, ou de 1,7 %. Au deuxième trimestre, le revenu autre que d'intérêts comprenait un gain de 44 millions de dollars lié à la restructuration des EDDV. Les gains nets sur titres de placement ont affiché une forte hausse, comme l'a fait le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation. Les commissions sur prêts, les frais de services de cartes ainsi que les revenus des activités

de fusion et acquisition et de prise ferme de titres d'emprunt ont également augmenté, tandis que les commissions sur titres diminuaient dans les groupes Gestion privée et Services d'investissement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 148 millions de dollars, ou de 4,2 %, et s'établit à 3 626 millions. Les frais de service de cartes ont passablement augmenté, en partie en raison d'un rajustement de 51 millions de dollars appliqué au deuxième trimestre de 2004. Le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation a augmenté en partie en raison de l'incidence, au montant de 26 millions de dollars, du changement effectué au premier trimestre de 2004 dans la façon de comptabiliser les investissements dans les actions de BMO détenues par des filiales. Les autres revenus, qui comprennent des revenus provenant de diverses sources, ont beaucoup augmenté, en partie grâce au gain découlant de la restructuration des EDDV, tandis que les revenus tirés des fonds d'investissement et les revenus d'assurance augmentaient aussi. La croissance globale a été réduite par la baisse des gains nets sur titres de placement. Les gains nets sur titres de placement se chiffrent à 86 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice, dont 42 millions sont liés au changement dans la façon de comptabiliser les investissements de banques d'affaires, alors qu'ils atteignaient 138 millions pour la même période en 2004. Les commissions de prise ferme de titres de participation et d'emprunt ont diminué, de même que les revenus des opérations de titrisation, une tranche de nos prêts sur cartes de crédit titrisés étant arrivée à échéance. La dépréciation du dollar américain a ralenti la croissance générale du revenu autre que d'intérêts.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts, qui se chiffrent à 1 579 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2005, ont augmenté de 41 millions de dollars, ou de 2,6 %, par rapport à l'an dernier, en partie à cause de

l'incidence, au montant de 15 millions, des entreprises acquises. La hausse des frais a été atténuée par l'incidence de la dépréciation du dollar américain, qui se chiffre à 39 millions de dollars. Les coûts de la rémunération liée au rendement ont augmenté dans les groupes Gestion privée et Services d'investissement, la réduction du revenu du groupe Services d'investissement s'étant concentrée dans des secteurs aux coûts variables peu élevés.

Par rapport au deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts sont demeurés inchangés. Les frais du deuxième trimestre comprenaient une provision de 25 millions de dollars liée à un litige, dont l'incidence sur les comparaisons a été partiellement compensée par le fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus. Les coûts de la rémunération liée au rendement ont légèrement diminué comparativement au deuxième trimestre.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêts s'élevèrent à 4 691 millions de dollars, soit une augmentation de 27 millions, ou de 0,6 %, par rapport à la même période l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à l'incidence, au montant de 42 millions de dollars, des entreprises acquises, à la provision de 25 millions liée à un litige comptabilisée au deuxième trimestre et à d'autres hausses de coûts. Ces facteurs ont été partiellement compensés par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, qui se chiffre à 112 millions de dollars. Les coûts de la rémunération liée au rendement ont légèrement augmenté.

Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité) s'établit à 64,7 % au troisième trimestre, alors qu'il était de 64,3 % il y a un an et de 65,0 % au deuxième trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 63,8 % pour le trimestre, soit un recul de 59 points de base par rapport à la même période l'an dernier. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 63,2 %, soit une amélioration de 40 points de base par rapport à la période comparable en 2004.

Gestion des risques

Provisions pour créances irrécouvrables (PCI)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2005	T2-2005	T3-2004	Cumul 2005	Cumul 2004
Nouvelles provisions spécifiques	113	108	89	314	404
Reprises sur réserves établies précédemment	(19)	(47)	(99)	(100)	(268)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(21)	(15)	(60)	(52)	(106)
Provision spécifique pour créances irrécouvrables	73	46	(70)	162	30
Réduction de la réserve générale	-	(40)	(40)	(40)	(120)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	73	6	(110)	122	90
PCI spécifique en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,17 %	0,11 %	(0,18 %)	0,13 %	0,03 %
PCI en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,17 %	0,01 %	(0,28 %)	0,10 %	(0,08 %)

Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2005	T2-2005	T3-2004	Cumul 2005	Cumul 2004
SBPAD au début de la période	1 052	1 089	1 503	1 119	1 918
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	91	138	66	318	498
Réduction des prêts et acceptations douteux	(96)	(68)	(157)	(211)	(774)
Augmentation (réduction) nette	(5)	70	(91)	107	(276)
Radiations	(115)	(107)	(109)	(294)	(339)
SBPAD à la fin de la période	932	1 052	1 303	932	1 303
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,54 %	0,61 %	0,82 %	0,54 %	0,82 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables	5,92 %	6,77 %	8,90 %	5,92 %	8,90 %

La provision pour créances irrécouvrables s'établit à 73 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'elle se chiffrait à 6 millions pour le deuxième trimestre et qu'un recouvrement net de 110 millions avait été comptabilisé au troisième trimestre de 2004. Les provisions spécifiques s'établissent à 73 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'elles étaient de 46 millions au deuxième trimestre et qu'un recouvrement spécifique de 70 millions avait été comptabilisé il y a un an. Il n'y a pas eu de réduction de la réserve générale au cours du trimestre, alors qu'elle a été réduite de 40 millions de dollars à chacun des autres trimestres faisant l'objet de comparaisons.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la provision pour créances irrécouvrables s'élève à 122 millions de dollars, alors qu'un recouvrement net de 90 millions de dollars avait été comptabilisé pour la même période l'an dernier. La provision pour la période de l'exercice en cours est constituée de provisions spécifiques de 162 millions de dollars et d'une réduction de la réserve générale de 40 millions, alors que pour la période correspondante l'an dernier, elle était constituée de provisions spécifiques de 30 millions et d'une réduction de la réserve générale de 120 millions.

La composition de la provision spécifique est présentée dans le tableau précédent intitulé Provisions pour créances irrécouvrables. Sur une base annuelle, les provisions spécifiques du troisième trimestre représentent 17 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, soit une hausse par rapport au deuxième trimestre et à la même période l'an dernier. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, également sur une base annuelle, les provisions spécifiques représentent 13 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'elles représentaient 3 points de base il y a un an et que pour les cinq derniers exercices, la moyenne est de 34 points de base.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension, représentaient 86,4 % du portefeuille de prêts à la fin du troisième trimestre. Ils en représentaient 86,1 % au deuxième trimestre et 86,3 % à la fin de l'exercice 2004.

La qualité de l'actif et le rendement du portefeuille de prêts sont demeurés stables au cours du trimestre. Nos prévisions quant à la qualité du crédit demeurent positives pour le reste de 2005, car le niveau des engagements de BMO à l'égard de secteurs considérés comme risqués est suffisamment bas pour être acceptable, les taux de défaillance des entreprises sont bas et la croissance de l'économie américaine, bien qu'elle ralentisse, devrait demeurer relativement forte. Nous nous attendons à ce que la conjoncture du crédit demeure stable au cours des prochains mois, quoiqu'une certaine faiblesse pourrait apparaître vers la fin de 2005 ou au début de 2006. Jusqu'à présent, l'appréciation du dollar canadien n'a eu que peu d'incidence sur l'économie canadienne; cependant, si cette appréciation devait se poursuivre, elle pourrait influencer sur la qualité du portefeuille de prêts aux PME et aux grandes entreprises du Canada, particulièrement dans les secteurs qui dépendent beaucoup des exportations ou qui font face à une vive concurrence de la part des importations, notamment les industries automobile et forestière. L'augmentation récente des prix de l'énergie pourrait aussi influencer sur la qualité de l'actif et sur le rendement du portefeuille de prêts, particulièrement dans les secteurs où le coût du carburant représente une importante proportion du total des coûts, notamment ceux du transport aérien, ferroviaire et routier. Les secteurs où les produits pétroliers sont un important produit de base ou pour lesquels la production de chaleur industrielle constitue un important élément du processus général de production pourraient également subir les effets de la hausse des prix de l'énergie. Ces secteurs comprennent les industries des produits chimiques, des résines, des plastiques, du caoutchouc et des métaux. Le commerce de détail pourrait lui aussi être touché si la diminution des revenus disponibles entraîne la réduction des dépenses des consommateurs.

Nous continuons à prévoir des provisions spécifiques de 275 millions de dollars ou moins pour l'exercice 2005, alors que la cible que nous avions fixée au début de l'exercice était de 400 millions ou moins.

Le solde des nouveaux prêts douteux se chiffre à 91 millions de dollars pour le trimestre, en baisse par rapport aux 138 millions comptabilisés au deuxième trimestre, mais en hausse par rapport aux 66 millions comptabilisés il y a un an. Une certaine volatilité du solde des nouveaux prêts douteux d'un trimestre à l'autre est assez normale et ce solde est actuellement conforme aux attentes à ce stade-ci du cycle économique. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le solde des nouveaux prêts douteux s'établit à 318 millions de dollars, soit 180 millions, ou 36 %, de moins que pour la même période de l'exercice précédent.

Il n'y a pas eu de vente de prêts douteux au cours du trimestre, alors que les ventes de prêts se chiffraient à 31 millions de dollars au deuxième trimestre et les reprises et recouvrements connexes, à 11 millions. Au troisième trimestre de 2004, les prêts douteux vendus totalisaient 32 millions de dollars et les reprises et recouvrements connexes, 9 millions.

Le solde brut des prêts douteux totalisait 932 millions de dollars à la fin du trimestre, soit 120 millions de moins qu'au deuxième trimestre et 187 millions de moins qu'à la fin de l'exercice 2004. Les facteurs qui ont contribué à ces réductions sont exposés dans le tableau précédent. Le solde brut des prêts douteux représentait 0,54 % du solde brut des prêts et acceptations à la fin du troisième trimestre, alors qu'il en représentait 0,61 % à la fin du deuxième trimestre et 0,71 % à la fin de 2004. Les prêts douteux ont maintenant diminué sur neuf trimestres consécutifs et sont à leur niveau le plus bas depuis les cinq derniers exercices. Le total net des prêts douteux, après déduction de réserves spécifiques pour créances irrécouvrables de 228 millions de dollars, s'établit à 704 millions, alors qu'il était de 815 millions à la fin du deuxième trimestre et de 821 millions à la fin de l'exercice 2004.

La réserve totale pour créances irrécouvrables, qui se chiffrait à 1 200 millions de dollars à la fin du troisième trimestre, était constituée de réserves spécifiques totalisant 228 millions et d'une réserve générale de 972 millions. Les réserves spécifiques étaient en baisse de 199 millions de dollars par rapport à l'an dernier et de 26 millions comparativement au deuxième trimestre. La réduction des réserves spécifiques par rapport à l'an dernier s'explique par le haut niveau des reprises et radiations par rapport aux nouvelles provisions spécifiques en 2005. La réserve générale couvre toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts, ne peut encore être liée à des créances spécifiques. Elle fait l'objet d'un examen trimestriel et a été maintenue au même niveau. La réduction de 11 millions de dollars au troisième trimestre résulte de l'évolution du taux de change entre les dollars canadien et américain. Nous considérons que la réserve totale pour créances irrécouvrables couvre entièrement les pertes de valeur à l'intérieur du portefeuille de prêts de BMO.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 62 à 65 de son Rapport annuel 2004. Aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque de liquidité et de financement et du risque structurel de marché au cours du trimestre. Le risque de négociation et de prise ferme lié à la valeur marchande a augmenté par rapport au trimestre précédent en raison des risques accrus liés aux produits de base. L'augmentation du risque lié à la valeur marchande et de la volatilité du revenu net à l'égard des produits de base au troisième trimestre de l'exercice 2005 résulte principalement des limites de notre modèle actuel. Nous verrons à corriger la situation au cours du quatrième trimestre. Au premier trimestre de 2005, un modèle de corrélation sur un jour de la volatilité du revenu net liée aux portefeuilles d'actifs du marché monétaire évalués selon la comptabilité d'exercice pour les activités de négociation et de prise ferme a été mis au point aux fins de la gestion du risque de marché et de la présentation de notre exposition au risque. La diminution de la volatilité du revenu net sur 12 mois entre la fin du dernier exercice et le 30 avril, indiquée dans le tableau ci-dessous, est due principalement à la mise en œuvre de ce modèle. Aucun autre changement important n'a été apporté à nos pratiques en matière de gestion des risques et de gestion des liquidités et du financement en 2005.

Risques globaux liés à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

(Équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur marchande			Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 octobre 2004
Activités de négociation et de prise ferme**	17,8	12,5	10,0	16,5	11,4	18,0
Éléments du portefeuille structurel	331,4	329,7	340,2	33,1	29,6	28,0
Total	349,2	342,2	350,2	49,6	41,0	46,0

* Selon un niveau de confiance de 99 %.

** Le risque lié à la valeur marchande pour les activités de négociation et de prise ferme correspond à la VAR totale liée à ces activités, après impôts.

Sommaire de la VAR totale - Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2005 (Équivalent en dollars canadiens après impôts)	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas
VAR liée aux produits de base	12,0	5,8	12,0	2,2
VAR liée aux actions	5,7	5,4	7,1	3,8
VAR liée au change	0,9	0,9	2,0	0,2
VAR liée aux taux d'intérêt (marché)	3,3	5,0	8,9	2,9
Effet de corrélation	(8,4)	(8,1)	(10,2)	(6,5)
VAR globale	13,5	9,0	13,5	5,2
VAR liée aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	9,3	9,9	12,3	8,2
VAR liée à l'écart de taux de crédit	4,7	3,6	5,0	2,7
VAR totale	27,5	22,5	27,5	18,8

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.

Impôts sur les bénéfices

Comme nous l'expliquons dans la section Mesures non conformes aux PCGR, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable pour les fins du présent Rapport de gestion et effectue un rajustement compensatoire de la provision pour impôts sur les bénéfices. Ainsi, les provisions pour impôts sur les bénéfices et les taux connexes sont indiqués sur une base d'imposition comparable dans le Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfices s'établit à 234 millions de dollars, soit une diminution de 84 millions comparativement au troisième trimestre de l'an dernier et une augmentation de 5 millions par rapport au deuxième trimestre. La diminution par rapport à l'an dernier s'explique par la baisse du revenu net et par la réduction du taux d'imposition effectif. Le taux d'imposition effectif s'établit à 29,6 % pour le trimestre, alors qu'il était de 32,9 % au troisième trimestre de l'an dernier et de 27,2 % au deuxième trimestre (30,6 % si on fait abstraction du recouvrement d'impôts sur les bénéfices des exercices antérieurs de 20 millions de dollars et du revenu non imposable de 29 millions de dollars lié à la restructuration des EDDV).

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la provision pour impôts sur les bénéfices a diminué de 158 millions de dollars et s'établit à 710 millions. Un recouvrement de 52 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs a été comptabilisé durant le premier semestre de 2005 et une hausse de 19 millions de la provision relative aux passifs d'impôts futurs liés à des biens immobiliers aux États-Unis a été comptabilisée au premier trimestre de 2004. Le taux d'imposition effectif pour les neuf premiers mois de l'exercice s'établit à 28,4 % (31,0 % si on fait abstraction du revenu non imposable de 29 millions de dollars lié à la restructuration des EDDV et du recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 52 millions), en baisse par rapport à 32,9 % (32,2 % si on fait abstraction de la hausse de la provision relative aux passifs d'impôts futurs) pour la

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrit au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(Équivalent en dollars canadiens après impôts)	Au 31 juillet 2005		Au 31 octobre 2004	
	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir
Hausse de 100 points de base	(232,5)	13,4	(224,3)	9,2
Baisse de 100 points de base	188,9	(15,7)	183,7	(20,2)
Hausse de 200 points de base	(490,3)	30,4	(470,4)	22,2
Baisse de 200 points de base	356,8	(60,9)	332,3	(62,9)

* Les risques sont représentés par des montants entre parenthèses, et les gains, par des montants positifs.

période comparable de l'exercice précédent. Nous estimons maintenant que le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2005 s'établira dans une fourchette de 28,5 % à 29,5 % et nous considérons que le taux normal se situe dans une fourchette de 31 % à 32 %.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non matérialisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ceux-ci. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre.

Le dollar américain s'est déprécié au troisième trimestre après avoir pris de la vigueur au cours des deux premiers trimestres de 2005. En conséquence, les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné un gain de couverture au troisième trimestre et des pertes de couverture aux deux premiers trimestres de l'exercice. Ceci a entraîné une charge d'impôt sur les bénéfices de 93 millions de dollars imputée aux capitaux propres du trimestre et un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 14 millions pour les neuf premiers mois de l'exercice. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres, qui figure à la page 23 et fait partie des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Sommaire des tendances des résultats trimestriels

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 juil. 2005	30 avr. 2005	31 janv. 2005	31 oct. 2004	31 juil. 2004	30 avr. 2004	31 janv. 2004	31 oct. 2003
Revenu total (bic)	2 441	2 428	2 439	2 279	2 393	2 445	2 371	2 380
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	73	6	43	(13)	(110)	5	15	95
Frais autres que d'intérêts	1 579	1 579	1 533	1 493	1 538	1 565	1 561	1 545
Revenu net	541	600	602	551	643	591	521	501
Résultat de base par action (en dollars)	1,07	1,19	1,18	1,08	1,27	1,16	1,02	0,99
Résultat dilué par action (en dollars)	1,05	1,16	1,16	1,06	1,24	1,12	1,00	0,97
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :								
PE Canada	276	263	263	235	241	181	215	221
PE région de Chicago	31	30	31	32	27	25	26	29
Groupe Particuliers et entreprises	307	293	294	267	268	206	241	250
Groupe Gestion privée	63	77	73	53	58	63	53	41
Groupe Services d'investissement	184	206	237	191	230	206	205	178
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	(13)	24	(2)	40	87	116	22	32
Total de BMO Groupe financier	541	600	602	551	643	591	521	501

La légère incidence des facteurs saisonniers sur les résultats de BMO est expliquée à la page 67 du Rapport annuel 2004. Les résultats trimestriels comprennent parfois des éléments significatifs qui influent sur le revenu net et l'analyse des tendances. Comme nous l'expliquons dans d'autres sections du présent document, l'incidence nette de ces éléments a légèrement accru le revenu net aux premier et deuxième trimestres de 2004 et, dans une plus grande mesure, au troisième trimestre de 2004 ainsi qu'aux premier et deuxième trimestres de 2005. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a, généralement parlant, augmenté régulièrement, abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs. La forte croissance des volumes doublée d'une hausse modérée des frais a été partiellement neutralisée par la contraction des marges nettes d'intérêts attribuable à l'évolution des préférences des clients vers des produits à plus faible marge et à l'intensification de la concurrence dans un contexte de taux d'intérêt peu élevés. Les résultats du groupe Gestion privée ont bénéficié d'une croissance régulière des actifs gérés et liés aux services tarifés et de la gestion continue des frais, tout en étant sensibles à la variabilité des activités de négociation des clients. Les résultats du groupe Services d'investissement sont plus volatils que ceux de nos autres groupes, parce qu'ils dépendent en partie des niveaux d'activité des marchés financiers. Les résultats de ce groupe ont été touchés à la longue par le contexte des taux d'intérêt ainsi que, plus récemment, par l'incidence de la hausse des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis. Le revenu net du groupe a été particulièrement élevé aux premier et deuxième trimestres de 2004 grâce aux conditions extrêmement favorables des marchés financiers, et il a été élevé au troisième trimestre de 2004 grâce au très bon rendement du portefeuille de prêts, favorisé notamment par d'importants recouvrements de capital et d'intérêts liés à des prêts qui avait précédemment été radiés. Les provisions pour créances irrécouvrables de BMO ont diminué en 2004, alors que nous traversons une étape particulièrement favorable du cycle du crédit. Le niveau des provisions a été particulièrement favorable au troisième trimestre de 2004, lorsque nous avons comptabilisé des niveaux élevés de reprises sur les réserves précédemment établies et de recouvrements de prêts précédemment radiés. Ces reprises et recouvrements ont été un important facteur du revenu net élevé des Services d'entreprise au cours de cette période. L'affaiblissement du dollar américain a freiné la croissance du revenu et des frais au cours des deux dernières années, mais il a ralenti en 2005.

Bilan

L'actif total s'élève à 290,4 milliards de dollars, soit une progression de 25,2 milliards depuis le 31 octobre 2004. Cette progression s'explique principalement par la croissance du solde net des prêts et acceptations (15,4 milliards), des valeurs mobilières (6,9 milliards) et de l'encaisse (2,4 milliards).

Le solde net des prêts et acceptations s'est accru de 15,4 milliards de dollars. Les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation ont augmenté de 6,6 milliards de dollars, sous l'effet conjugué de la faiblesse des taux d'intérêt, de la vigueur du marché de l'habita-

tion et de l'échéance d'une tranche de nos opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit. Le solde net des prêts aux entreprises et administrations publiques et des acceptations connexes a augmenté de 3,9 milliards de dollars, grâce à la croissance du portefeuille des prêts aux grandes entreprises. Les titres pris en pension ont augmenté de 4,7 milliards de dollars en raison de l'accroissement de la demande de la part des clients.

La progression de 6,9 milliards de dollars des valeurs mobilières résulte d'une augmentation des titres de négociation, liée en grande partie aux activités dans le secteur des instruments dérivés sur taux d'intérêt et titres de participation. L'excédent de la valeur marchande des titres de placement sur leur valeur comptable a diminué de 8 millions de dollars depuis le quatrième trimestre et s'est établi à 78 millions, ce qui reflète principalement une réduction de l'excédent lié aux titres émis par des administrations publiques américaines, facteur partiellement compensé par les actions d'entreprises canadiennes.

La hausse de 2,4 milliards de dollars de l'encaisse est due principalement aux dépôts à d'autres banques destinés à profiter d'occasions offertes par le marché.

Le passif total s'est accru de 25,2 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2004, en raison de l'augmentation des dépôts (13,6 milliards), des titres mis en pension, prêtés ou vendus (4,8 milliards), des titres vendus à découvert (4,3 milliards), des instruments financiers dérivés (1,0 milliard) et de la dette subordonnée (0,7 milliard).

Les dépôts des banques, qui représentent plus de 14 % du total des dépôts, ont augmenté de 4,6 milliards de dollars et ont servi à financer la hausse de l'encaisse et des activités de négociation. Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques, qui représentent 46 % du total des dépôts, ont augmenté de 7,9 milliards de dollars et ont servi à financer la croissance des activités de négociation et des prêts. Les dépôts des particuliers, qui représentent 40 % du total des dépôts, ont progressé de 1,1 milliard de dollars et ont servi à financer la croissance des prêts.

L'augmentation des titres mis en pension, prêtés ou vendus et des titres vendus à découvert a servi à financer la hausse des activités de négociation.

Les obligations contractuelles sont présentées en fonction de leur année d'échéance dans le tableau 24, à la page 81 du Rapport annuel 2004 de BMO. Aucun changement important aux obligations contractuelles n'est survenu hors du cadre normal de nos activités.

Gestion du capital

Le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 9,39 %, alors qu'il se chiffrait à 9,38 % à la fin du deuxième trimestre et à 9,81 % à la fin de 2004, et il demeure nettement supérieur à notre cible minimale de 8,0 %. La baisse par rapport à la fin de l'exercice précédent est principalement attribuable à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques, elle-même due en grande partie à la croissance des prêts du groupe Particuliers et entreprises et à celle des prêts et engagements du groupe Services d'investissement.

Le ratio du capital total s'établit à 11,08 %, alors qu'il était de 11,30 % à la fin du deuxième trimestre et de 11,31 % à la fin de l'an dernier. Ces baisses sont principalement attribuables à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques et au rachat, le 8 juin 2005, de nos billets à moyen terme de série B, première tranche, portant intérêt à un taux de 6,60 % et arrivant à échéance en 2010, d'une valeur totale de 300 millions de dollars.

Comme nous l'expliquons dans la Revue des résultats, le 8 août 2005, BMO a annoncé la signature d'une entente définitive pour vendre sa participation dans Harrisdirect. La transaction, qui doit recevoir les autorisations habituelles des organismes de réglementation et dont la conclusion est prévue d'ici au 31 octobre 2005, devrait ajouter environ 35 points de base au ratio du capital de première catégorie de BMO.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, BMO a émis des titres subordonnés d'une valeur de un milliard de dollars, grâce à l'émission de billets à moyen terme de série C, première et deuxième tranches, arrivant à échéance respectivement en janvier 2015 et en avril 2020, dans le cadre de son programme canadien de billets à moyen terme. Ces émissions, conclues respectivement le 21 janvier et le 22 avril, ont augmenté le capital de deuxième catégorie de BMO. Leur produit net est actuellement utilisé à des fins bancaires générales.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 842 200 actions ordinaires de la Banque de Montréal, à un prix moyen de 56,26 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 47,4 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, nous avons racheté 6 141 500 actions pour une somme de 343 millions de dollars, ce qui représente un coût moyen de 55,81 \$ l'action. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités d'une durée de 12 mois qui a expiré le 6 août, nous avons racheté 7 520 900 actions ordinaires à un prix moyen de 55,51 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 417,5 millions de dollars. Après la fin du trimestre, le Conseil d'administration de BMO a autorisé la direction à émettre un avis d'intention portant sur le dépôt d'une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, dans le but de racheter aux fins d'annulation un maximum de 15 millions d'actions ordinaires de la Banque de Montréal, ce qui représente environ 3 % des actions de BMO en circulation.

Le 4 août 2005, la Banque de Montréal a annoncé son intention de racheter, le 13 septembre 2005, la totalité de ses débetures de série 18, à 8,80 %, venant à échéance en 2010, d'une valeur de 250 millions de dollars. Le rachat, qui s'explique par le rendement relativement élevé des débetures par rapport aux taux actuels du marché, retranchera environ 16 points de base au ratio du capital total de BMO.

Le ratio de distribution de BMO pour les neuf premiers mois de l'exercice s'élève à 39,5 %. Le 23 août 2005, BMO a annoncé une hausse de 6,5 % de son dividende trimestriel sur actions ordinaires, qui est passé de 0,46 \$ à 0,49 \$. Cette augmentation, qui constituait la deuxième hausse du dividende trimestriel cette année, est conforme à l'objectif de BMO qui consiste à atteindre un ratio de distribution se situant dans une fourchette de 35 % à 45 %. Le dividende trimestriel a maintenant progressé de 11 % depuis un an.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 17 août 2005	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	500 248 133
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 4	200 000 000 \$
Série 6	250 000 000 \$
Série 10	396 000 000 \$
Options d'achat d'actions	
- droits acquis	22 148 674
- droits non acquis	5 274 507

Les notes 18 et 19 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 108 et 109 du Rapport annuel 2004, et le tableau présenté à la page 52 du Rapport de gestion annuel traitent en détail du capital-actions.

Cote de crédit

La cote de crédit de BMO, attribuée par Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée (AA-), avec une perspective stable. Cette cote, que BMO partage avec deux de ses concurrentes, est la meilleure des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. Notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, demeure inchangée (Aa3), avec une perspective stable. Une seule des six grandes banques canadiennes a une cote supérieure à celle de BMO. Les deux cotes de crédit s'appliquent à des émissions de premier ordre et de grande qualité.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés, aux taux que nous accordons normalement à nos clients privilégiés.

Les contrats de prêt à taux réduit font l'objet de commentaires à la note 24 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 118 du Rapport annuel 2004. Aucun montant n'a été avancé en vertu de ces contrats au cours de l'exercice 2005.

Éléments hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO contracte un certain nombre d'engagements hors bilan. Les plus importants de ces engagements portent sur les instruments de crédit, les instruments dérivés et notre participation dans des EDDV, qui sont décrits à la page 53 du Rapport annuel 2004. Le 1^{er} novembre 2004, nous avons commencé à consolider les entités de nos clients conformément aux nouvelles règles comptables. Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de ces entités et cessé la consolidation des EDDV à cette date. Ces modifications comptables sont expliquées plus en détail à la note 2 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ci-joints, qui figure à la page 25. Il n'y a pas eu d'autres changements importants aux éléments hors bilan au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2005.

Conventions comptables et estimations comptables critiques

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2004 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. En outre, la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, qui figure à la page 25, fournit des renseignements sur les modifications apportées à certaines conventions comptables importantes depuis le 31 octobre 2004, notamment celles qui concernent le passif et les capitaux propres, les entités à détenteurs de droits variables et les investissements des banques d'affaires. Ces modifications et leur incidence sur les résultats sont compatibles avec l'analyse contenue dans notre Rapport de gestion annuel, à la page 57 de notre Rapport annuel.

Le Rapport annuel 2004 contient, aux pages 55 et 56, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modification future des conventions comptables

Instruments financiers, couvertures et résultat étendu

L'ICCA a publié de nouvelles règles comptables concernant les instruments financiers, les couvertures et le résultat étendu, selon lesquelles BMO devra comptabiliser la plupart de ses titres de placement et tous ses instruments financiers dérivés à leur juste valeur. Lorsque nous adopterons ces nouvelles règles, le 1^{er} novembre 2006, nous réévaluerons certains titres et certains instruments financiers dérivés à leur juste valeur et nous ferons état d'une nouvelle section des capitaux propres appelée résultat étendu. L'incidence de la comptabilisation de ces actifs et passifs à leur juste valeur sera constatée dans les capitaux propres d'ouverture et les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités. Nous ne pouvons déterminer quelle sera l'incidence de ces règles sur nos états financiers consolidés, car elle dépendra des justes valeurs de ces instruments financiers à l'avenir.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes d'exploitation pour le troisième trimestre de 2005, ainsi qu'une description de certaines de leurs réalisations au cours du trimestre.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres groupes clients afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO avec ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, qui figure à la page 30, explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la provision pour créances irrécouvrables. Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2005					Cumul 2005				
	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total BMO	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic)	906	147	232	(41)	1 244	2 636	430	780	(164)	3 682
Revenu autre que d'intérêts	422	332	416	27	1 197	1 248	1 034	1 256	88	3 626
Revenu total (bic)	1 328	479	648	(14)	2 441	3 884	1 464	2 036	(76)	7 308
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	75	1	24	(27)	73	225	3	74	(180)	122
Frais autres que d'intérêts	784	381	374	40	1 579	2 327	1 131	1 105	128	4 691
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	469	97	250	(27)	789	1 332	330	857	(24)	2 495
Impôts sur les bénéfices (bic)	162	34	66	(28)	234	438	117	230	(75)	710
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	14	14	-	-	-	42	42
Revenu net - T3-2005	307	63	184	(13)	541	894	213	627	9	1 743
Revenu net - T2-2005	293	77	206	24	600					
Revenu net - T3-2004	268	58	230	87	643	715	174	641	225	1 755
Autres statistiques										
Profit économique net	174	29	75	n.s.	212	497	115	302	n.s.	799
Rendement des capitaux propres	23,1 %	15,5 %	18,0 %	n.s.	16,5 %	22,6 %	17,8 %	20,7 %	n.s.	18,4 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	23,8 %	17,6 %	18,0 %	n.s.	17,1 %	23,3 %	20,2 %	20,7 %	n.s.	19,1 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	59,1 %	79,6 %	57,6 %	n.s.	64,7 %	59,9 %	77,3 %	54,3 %	n.s.	64,2 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	58,3 %	76,9 %	57,6 %	n.s.	63,8 %	59,1 %	74,6 %	54,2 %	n.s.	63,2 %
Marge nette d'intérêts (bic)	2,79 %	8,06 %	0,58 %	n.s.	1,65 %	2,80 %	8,09 %	0,64 %	n.s.	1,63 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	5 192	1 583	3 967	2 074	12 816	5 187	1 582	3 967	1 733	12 469
Actif moyen (en milliards de dollars)	128,7	7,2	158,5	4,9	299,3	125,8	7,1	164,1	5,0	302,0
Effectif - équivalent de durée normale	18 721	4 735	2 154	8 477	34 087					

n.s. - non significatif

Groupe Particuliers et entreprises (PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2005	Augmentation/(Diminution) c. T3-2004		Augmentation/(Diminution) c. T2-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu net d'intérêts (bic)	906	41	5 %	49	6 %	2 636	143	6 %
Revenu autre que d'intérêts	422	21	5 %	8	2 %	1 248	123	11 %
Revenu total (bic)	1 328	62	5 %	57	4 %	3 884	266	7 %
Provision pour créances irrécouvrables	75	(1)	-	(1)	-	225	-	-
Frais autres que d'intérêts	784	4	1 %	3	1 %	2 327	26	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	469	59	14 %	55	13 %	1 332	240	22 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	162	20	13 %	41	31 %	438	62	17 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	(1)	(100 %)
Revenu net	307	39	15 %	14	5 %	894	179	25 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	10	1	6 %	1	6 %	27	3	10 %
Revenu net avant amortissement	317	40	14 %	15	5 %	921	182	25 %
Rendement des capitaux propres	23,1 %		(3,9 %)		0,3 %	22,6 %		(1,5 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	23,8 %		(4,0 %)		0,3 %	23,3 %		(1,6 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	59,1 %		(2,6 %)		(2,3 %)	59,9 %		(3,7 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	58,3 %		(2,6 %)		(2,3 %)	59,1 %		(3,7 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	2,79 %		(0,10 %)		-	2,80 %		(0,08 %)
Actif moyen	128 676	9 654	8 %	2 981	2 %	125 771	10 124	9 %

On trouvera à la fin de cette section plus de renseignements sur la ventilation par pays des résultats du groupe.

Analyse des résultats financiers

Le revenu net, qui s'est établi au chiffre record de 307 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2005, a progressé de 39 millions de dollars, soit de 15 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, sous l'impulsion des volumes importants tant au Canada qu'aux États-Unis et d'une gestion efficace des coûts. Le revenu net a augmenté de 14 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre en raison des trois jours de plus que compte le trimestre à l'étude et de la croissance des volumes associée à des marges stables, facteurs annulés en partie par un recouvrement de 20 millions de dollars au titre des impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs inscrit au trimestre précédent. Si on exclut l'incidence de ce recouvrement d'impôts, le revenu net a augmenté de 34 millions de dollars, ou de 13 %.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net de 894 millions de dollars représente une hausse de 179 millions de dollars, soit de 25 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2005, un recouvrement de 20 millions de dollars au titre des impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs a été comptabilisé; par ailleurs, le rajustement de 51 millions de dollars (33 millions de dollars après impôts) des frais de services de cartes inscrit en 2004 avait accru le passif comptabilisé en rapport avec notre programme de fidélisation de la clientèle par suite de la hausse des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de ce programme. Abstraction faite de ces éléments, le revenu net depuis le début de l'exercice a progressé de 126 millions de dollars, ou de 17 %, sous l'effet de la forte croissance des volumes et d'une gestion efficace des coûts, partiellement annulées par une réduction de la marge nette d'intérêts.

Le revenu pour le trimestre s'est chiffré à 1 328 millions de dollars, en hausse de 62 millions de dollars, ou de 4,9 %, par rapport au troisième trimestre de 2004. Au Canada, cette hausse s'explique par une forte croissance des volumes des produits destinés aux particuliers et aux entreprises, notamment le revenu tiré de la vente de fonds d'investissement et de placements à terme, neutralisée en partie par une réduction de la marge nette d'intérêts occasionnée par la préférence maintenue par les clients à l'égard des produits à plus faible marge et aux pressions exercées par la concurrence dans un contexte de faibles taux d'intérêt. Aux États-Unis, le revenu a progressé de 9 millions de dollars, ou de 4,1 %. Cette hausse est attribuable à une forte hausse des prêts à la consommation et commerciaux et de l'incidence des acquisitions, au montant de 22 millions de dollars, et a été en partie contrebalancée par l'effet de la réduction de la marge nette d'intérêts et par l'incidence de 22 millions de dollars découlant de la dépréciation du dollar américain.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu a augmenté de 57 millions de dollars, principalement en raison de la croissance des volumes des produits destinés aux particuliers et aux entreprises au Canada et au fait que le troisième trimestre comptait trois jours civils de plus. La marge nette d'intérêts a connu une augmentation modeste au Canada, mais elle a continué de reculer aux États-Unis en raison des pressions de la concurrence entravant notre capacité de transférer aux titulaires de prêts la hausse des taux à court terme ainsi que des taux plus bas dérogés sur les dépôts à long terme; cette dernière tendance commence cependant à s'estomper.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu s'est chiffré à 3 884 millions de dollars, en hausse de 266 millions de dollars ou de 7,3 %. Au Canada, cette hausse est attribuable à une forte croissance des volumes, surtout dans les produits destinés aux entreprises, à l'accroissement des revenus d'assurance et à une augmentation des revenus provenant des frais de services de cartes, découlant en partie du rajustement appliqué l'an dernier. Aux États-Unis, la hausse s'explique par la forte croissance des prêts et par les acquisitions, neutralisées en partie par l'effet de la réduction de la marge nette d'intérêts et de la dépréciation du dollar américain. S'il n'y avait pas eu de rajustement des frais de services de cartes, le revenu du groupe aurait augmenté de 215 millions de dollars, soit de 5,9 %.

Pour le troisième trimestre, les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 784 millions de dollars, en hausse de 4 millions de dollars ou de 0,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les frais ont augmenté à un rythme de croissance inférieur à celui du revenu, ce qui s'est traduit par de solides gains au chapitre de la productivité. Au Canada, les frais autres que d'intérêts se sont accrus d'à peine 1 million de dollars. Quant à l'augmentation des frais aux États-Unis, elle s'explique par les acquisitions et l'ouverture de huit nouvelles succursales au cours des douze derniers mois, facteurs qui ont été annulés en partie par l'incidence de la dépréciation du dollar américain, au montant de 15 millions de dollars. Comparativement au deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 3 millions de dollars, ou de 0,5 %, essentiellement en raison du fait que le troisième trimestre comportait trois jours civils de plus que le précédent et des acquisitions d'entreprises, facteurs en partie annulés par la réduction des autres coûts.

Les frais autres que d'intérêts de la période écoulée depuis le début de l'exercice ont augmenté de 26 millions de dollars, ou de 1,1 %, pour se chiffrer à 2 327 millions de dollars, sous l'effet notamment des acquisitions d'entreprises et des coûts d'intégration connexes aux États-Unis. La croissance des frais a été réduite par l'incidence de la dépréciation du dollar américain, au montant de 41 millions de dollars.

Au cours du trimestre, le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 260 points de base par rapport à l'an dernier et de 230 points de base par rapport au deuxième trimestre, pour s'établir à 59,1 %. Depuis le début de l'exercice, le ratio de productivité s'est amélioré de 370 points de base pour s'établir à 59,9 %. Abstraction faite du rajustement des frais de services de cartes de l'an dernier, le ratio de productivité depuis le début de l'exercice s'est amélioré de 280 points de base par rapport à l'an dernier. Aux États-Unis, le ratio de productivité a gagné 140 points de base par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, et 180 points de base pour la période écoulée depuis le début de l'exercice.

Le revenu net tiré des activités aux États-Unis, compris dans les résultats ci-dessus, a représenté 10,1 % du revenu net du groupe Particuliers et entreprises au troisième trimestre de 2005, comparativement à 10,3 % à la même période de l'exercice précédent, et à 10,4 % au deuxième trimestre. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, les revenus provenant des activités aux États-Unis ont représenté 10,3 % du revenu net du groupe, alors qu'ils avaient compté pour 11,0 % pour la même période l'an dernier. Les ratios ont été influencés par le recouvrement de 20 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs comptabilisés en 2005 et par le rajustement, après impôts, de 33 millions de dollars des frais de services de cartes en 2004, ces deux éléments ayant influé sur les activités au Canada.

Les Services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats du groupe Services d'investissement, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein

du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-dessous indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines au groupe Particuliers et entreprises en précisant la répartition géographique des résultats. Il fait état de l'inclusion dans les résultats de revenus de 108 millions de dollars provenant des moyennes entreprises et d'un revenu net de 33 millions de dollars tirés des activités aux États-Unis pour le trimestre.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises américaines étaient inclus dans les résultats du groupe Particuliers et entreprises, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 18,8 % du revenu net du groupe pour le trimestre, comparativement à 10,1 % dans les présents états financiers. Le revenu des activités aux États-Unis, après inclusion des services bancaires aux moyennes entreprises américaines, représenterait 23,5 % du revenu du groupe pour le trimestre, comparativement à 17,3 % dans les présents états financiers. Une fois les mêmes rajustements pris en compte, le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu pour le trimestre s'établirait à 57,8 %, comparativement à 59,1 % dans les présents états financiers.

Dans l'ensemble, les revenus et le revenu net provenant des services bancaires aux moyennes entreprises ont baissé par rapport à ceux des périodes comparables, en raison des marges plus faibles dans les domaines des prêts aux entreprises et des services de gestion de trésorerie. L'actif des services bancaires aux entreprises continue d'augmenter, tandis que les dépôts des services de gestion de trésorerie ont enregistré une baisse.

Groupe Particuliers et entreprises après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2005	Augmentation/(Diminution) c. T3-2004		Augmentation/(Diminution) c. T2-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
États-Unis – revenu	338	(23)	(6 %)	(3)	(1 %)	1 010	(39)	(4 %)
Revenu total (bic)	1 436	30	2 %	52	4 %	4 220	187	5 %
États-Unis – revenu net	64	(20)	(25 %)	(1)	(2 %)	199	(32)	(14 %)
Revenu net total	340	15	5 %	12	4 %	1 001	133	15 %
États-Unis – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	63,4 %		4,8 %		-	62,0 %		3,5 %
Ratio total des frais autres que d'intérêts au revenu	57,8 %		(0,9 %)		(1,9 %)	58,2 %		(2,2 %)

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les priorités du groupe pour l'exercice 2005 étaient décrites aux pages 37 à 39 du Rapport annuel 2004 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du troisième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- Le groupe a affiché une forte croissance au Canada, où les prêts et acceptations ont progressé de 7,9 milliards de dollars, ou de 7,9 %, par rapport au troisième trimestre de 2004 et de 2,9 milliards de dollars, ou de 2,8 %, par rapport au deuxième trimestre, en tenant compte de l'effet des titrisations. Les dépôts des particuliers et des entreprises ont augmenté de 2,4 milliards de dollars, ou de 6,0 %, comparativement à la même période l'an dernier et de 1,5 milliard de dollars, ou de 3,6 %, comparativement au deuxième trimestre.
- Au Canada, les données les plus récentes (mars 2005) indiquent que BMO se classe toujours au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des prêts de 5 millions de dollars et moins aux entreprises. La part du marché des services bancaires aux entreprises s'est accrue de 14 points de base, comparativement à la période précédente (décembre 2004), et s'établit à 18,9 %. BMO a affiché une belle performance au chapitre des volumes et de la part de marché dans les trois segments où le groupe exerce des activités : les entreprises personnelles, les PME et les moyennes entreprises. Les statistiques sur les parts du marché des services bancaires aux entreprises sont publiées trimestriellement par l'Association des banquiers canadiens, trois mois après la clôture du trimestre.
- Au Canada, les données les plus récentes indiquent que notre part totale du marché des services bancaires aux particuliers s'établit à 13,0 %, tout comme au deuxième trimestre. La croissance des fonds d'investissement et des prêts hypothécaires résidentiels a été neutralisée en grande partie par un recul des dépôts des particuliers. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la part du marché des produits aux particuliers a reculé de

20 points de base, la forte croissance des fonds d'investissement ayant été largement neutralisée par le recul accusé par les prêts personnels et les dépôts des particuliers. Les statistiques sur les parts du marché des produits aux particuliers sont publiées mensuellement, 30 jours après la fin du mois.

- La dernière version de Connexion BMO vise à améliorer les communications avec les clients grâce à la mise sur pied d'un registre centralisé servant à compiler l'information sur les clients. Ce registre intègre les normes du secteur pour faire en sorte que les renseignements sur les clients soient compilés dans un format unique, convivial et de grande qualité.
- Aux États-Unis, notre portefeuille de prêts s'est accru de 2,8 milliards de dollars, ou de 22,6 %, par rapport à l'an dernier, en partie à cause de l'incidence des acquisitions qui ont compté pour un montant de 1,1 milliard de dollars. Les prêts à la consommation ont poursuivi leur forte croissance, augmentant de 16,7 % dans un marché très concurrentiel. Le portefeuille de crédit-auto indirect a augmenté de 502 millions de dollars, ou de 18,1 %, et les prêts aux petites entreprises ont progressé de 1,1 milliard de dollars, soit de 31,0 %, sous l'effet de la poursuite de la demande.
- Au cours du trimestre, nous avons conclu une entente définitive visant l'acquisition de la Edville Bankcorp, Inc. et de sa filiale, la Villa Park Trust and Savings Bank (Villa Park Bank) pour une somme de 81 millions de dollars. Fondée en 1922, la Villa Park Bank est une banque fermée à rayonnement local. Au 31 mars 2005, son actif s'élevait à 288 millions de dollars américains et le total des ses dépôts atteignait 263 millions de dollars américains. La banque, dont le siège social est situé à Villa Park, dans l'Illinois, offre surtout des services bancaires de détail à partir de ses deux établissements du comté de DuPage, comprenant son bureau principal, à Villa Park, et une succursale, à Lombard. La transaction devrait se conclure à l'automne 2005, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.

- En avril, nous avons ouvert une nouvelle succursale à Mount Prospect, dans l'Illinois. Cette ouverture a porté à 171 le nombre des succursales de Harris offrant des services bancaires à la collectivité dans la région de Chicago, et ce nombre atteint 190 si on inclut nos succursales du nord-ouest de l'Indiana. Notre objectif est de compter 174 établissements dans la région de Chicago d'ici la fin de l'exercice 2005, et il est en bonne voie d'être atteint. Nous prévoyons ouvrir des succursales à Highland Park, à Lake Villa et à Palatine en septembre, ce qui, en plus de l'intégration imminente des deux établissements de la Villa Park Bank, portera le nombre de succursales à 176 d'ici la fin de l'exercice. Les 19 établissements dans le nord-ouest de l'Indiana permettront à Harris de clôturer l'exercice avec 195 établissements, si bien que nous prévoyons toujours atteindre le nombre de 200 succursales pour la région de Chicago et de 20 pour le nord-ouest de l'Indiana d'ici 2007.

- L'intégration des activités de Mercantile Bancorp Inc., banque du nord-ouest de l'Indiana, se poursuit. Les premiers résultats obtenus au chapitre de la croissance des revenus et de la réduction des coûts sont encourageants.
- L'unification de nos chartes bancaires a eu lieu à la fin mai et a remporté un succès remarquable, sans aucune interruption du service à la clientèle. Les clients peuvent maintenant effectuer plus facilement leurs opérations courantes comme les dépôts et les versements sur leurs prêts, à tout établissement Harris de la région de Chicago ou encore par Internet ou par téléphone. Nous prévoyons commencer à tirer profit de l'unification en 2006, quand les systèmes d'information et les processus d'affaires auront été parfaitement intégrés.

Groupe PE – Canada

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2005	Augmentation/(Diminution) c. T3-2004		Augmentation/(Diminution) c. T2-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu net d'intérêts (bic)	717	29	4 %	45	7 %	2 088	99	5 %
Revenu autre que d'intérêts	381	24	7 %	10	3 %	1 122	127	13 %
Revenu total (bic)	1 098	53	5 %	55	5 %	3 210	226	8 %
Provision pour créances irrécouvrables	67	(2)	(1 %)	(1)	(1 %)	202	(2)	(1 %)
Frais autres que d'intérêts	614	1	-	3	1 %	1 831	9	-
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	417	54	15 %	53	14 %	1 177	219	23 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	141	19	14 %	40	36 %	375	55	17 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	(1)	(100 %)
Revenu net	276	35	15 %	13	5 %	802	165	26 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	3	1	50 %	2	+100 %	8	2	33 %
Revenu net avant amortissement	279	36	15 %	15	5 %	810	167	26 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	56,0 %		(2,8 %)		(2,5 %)	57,0 %		(4,1 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	55,8 %		(2,7 %)		(2,5 %)	56,8 %		(4,0 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	2,66 %		(0,07 %)		0,02 %	2,66 %		(0,05 %)
Actif moyen	106 765	6 572	7 %	2 357	2 %	104 933	6 693	7 %

Groupe PE – région de Chicago

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2005	Augmentation/(Diminution) c. T3-2004		Augmentation/(Diminution) c. T2-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu net d'intérêts (bic)	189	12	7 %	4	3 %	548	44	9 %
Revenu autre que d'intérêts	41	(3)	(9 %)	(2)	(7 %)	126	(4)	(4 %)
Revenu total (bic)	230	9	4 %	2	1 %	674	40	6 %
Provision pour créances irrécouvrables	8	1	15 %	-	-	23	2	5 %
Frais autres que d'intérêts	170	3	2 %	-	-	496	17	4 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	52	5	11 %	2	4 %	155	21	15 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	21	1	8 %	1	7 %	63	7	13 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	31	4	13 %	1	2 %	92	14	17 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	7	-	-	(1)	(13 %)	19	1	6 %
Revenu net avant amortissement	38	4	10 %	-	-	111	15	16 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	73,9 %		(1,4 %)		(0,8 %)	73,6 %		(1,8 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	70,5 %		(1,4 %)		(0,7 %)	70,2 %		(1,9 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	3,43 %		(0,29 %)		(0,12 %)	3,52 %		(0,35 %)
Actif moyen	21 911	3 082	16 %	624	3 %	20 838	3 431	20 %
Groupe PE région de Chicago – Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu net d'intérêts (bic)	153	22	17 %	4	3 %	446	68	18 %
Revenu autre que d'intérêts	33	-	-	(3)	(8 %)	104	5	5 %
Revenu total (bic)	186	22	13 %	1	1 %	550	73	15 %
Frais autres que d'intérêts	138	14	11 %	-	-	405	45	13 %
Revenu net	25	5	25 %	-	-	75	15	25 %
Actif moyen	17 743	3 711	26 %	489	3 %	16 987	3 902	30 %

Groupe Gestion privée (GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2005	Augmentation/(Diminution) c. T3-2004		Augmentation/(Diminution) c. T2-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004		
Revenu net d'intérêts (bic)	147	17	14 %	4	2 %	430	29	7 %	
Revenu autre que d'intérêts	332	16	5 %	(28)	(8 %)	1 034	28	3 %	
Revenu total (bic)	479	33	7 %	(24)	(5 %)	1 464	57	4 %	
Provision pour créances irrécouvrables	1	-	-	-	-	3	(1)	(18 %)	
Frais autres que d'intérêts	381	24	7 %	(1)	-	1 131	(11)	(1 %)	
Revenu avant impôts sur les bénéfices	97	9	12 %	(23)	(20 %)	330	69	27 %	
Impôts sur les bénéfices (bic)	34	4	20 %	(9)	(23 %)	117	30	35 %	
Revenu net	63	5	8 %	(14)	(19 %)	213	39	22 %	
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	(3)	(27 %)	(2)	(20 %)	28	(5)	(15 %)	
Revenu net avant amortissement	71	2	3 %	(16)	(18 %)	241	34	16 %	
Rendement des capitaux propres	15,5 %		0,8 %		(4,3 %)	17,8 %		3,0 %	
Rendement des capitaux propres avant amortissement	17,6 %		-		(4,9 %)	20,2 %		2,6 %	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	79,6 %		(0,7 %)		3,8 %	77,3 %		(3,9 %)	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	76,9 %		0,1 %		3,6 %	74,6 %		(3,2 %)	
Marge nette d'intérêts (bic)	8,06 %		1,01 %		(0,27 %)	8,09 %		0,58 %	
Actif moyen	7 223	(66)	(1 %)	155	2 %	7 112	(13)	-	
Groupe GP États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)									
Revenu total	99	(6)	(6 %)	(5)	(5 %)	308	(18)	(6 %)	
Frais autres que d'intérêts	109	1	1 %	10	10 %	308	(22)	(7 %)	
Revenu net	(6)	(4)	(+100 %)	(9)	(100 %)	-	2	+100 %	
Revenu net avant amortissement	-	(4)	(+100 %)	(11)	(100 %)	22	1	5 %	
Actif moyen	2 812	21	1 %	71	3 %	2 806	33	1 %	

Analyse des résultats financiers

Le revenu net s'est chiffré à 63 millions de dollars, en hausse de 5 millions de dollars, ou de 7,6 %, par rapport au troisième trimestre de 2004. Cette croissance s'explique par l'augmentation tant du revenu autre que d'intérêts que du revenu net d'intérêts, grâce à la forte croissance des revenus liés aux services tarifés et de l'actif géré ainsi qu'à l'amélioration des marges. Comparativement au deuxième trimestre de 2005, le revenu net a diminué de 14 millions de dollars, ou de 19 %, en raison de la baisse des revenus de commissions. Le revenu net des neuf premiers mois de l'exercice s'est accru de 39 millions de dollars, ou de 22 %, par rapport à la même période de 2004.

Le revenu s'est établi à 479 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 33 millions de dollars, ou de 7,4 %, par rapport à l'an dernier, mais il aurait crû de 45 millions de dollars, ou de 10 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport à la devise américaine était demeuré inchangé. La concentration des efforts du groupe sur les mesures productrices de revenu et une conjoncture relativement favorable se sont traduites par une forte croissance des revenus de commissions et des revenus liés aux services tarifés dans le secteur du courtage traditionnel. Le montant accru des actifs gérés et les ventes nettes positives ont entraîné des revenus plus élevés au chapitre des activités liées aux fonds d'investissement, et les revenus tirés des produits de placement à terme se sont élevés grâce à l'amélioration des marges.

Comparativement au deuxième trimestre de 2005, le revenu a diminué de 24 millions de dollars, ou de 5,1 %, en raison surtout du recul des activités de négociation des clients dans le secteur du courtage traditionnel et de la légère diminution des revenus de commissions tirés des services de placement en direct. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu s'est accru de 57 millions de dollars, ou de 4,1 %, par rapport à la même période de 2004, mais il aurait crû de 90 millions de dollars, ou de 6,4 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport à la devise américaine était demeuré inchangé. L'accroissement des revenus tirés du courtage traditionnel, des fonds d'investissement et des produits de placement à terme a largement compensé la baisse des revenus de commissions observée dans le secteur des services de placement en direct.

Au troisième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 24 millions de dollars, ou de 6,4 %, par rapport à l'an dernier pour se chiffrer à 381 millions de dollars, mais ils auraient augmenté de 35 millions de dollars, ou de 9,7 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport à la devise américaine était demeuré inchangé. La hausse des frais est imputable principalement à l'augmentation des frais liés aux revenus. Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 70 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Comparativement au deuxième trimestre de 2005, les frais autres que d'intérêts ont reculé de 1 million de dollars, ou de 0,4 %. La hausse des frais d'exploitation autres que les frais liés aux revenus a annulé la réduction du coût de la rémunération liée au rendement. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les frais ont diminué de 11 millions de dollars, ou de 1,0 %, mais ils auraient augmenté de 20 millions de dollars, ou de 1,7 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport à la devise américaine était demeuré inchangé. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le ratio de productivité s'est amélioré de 320 points de base.

Les montants relatifs aux activités aux États-Unis qui sont indiqués dans le présent paragraphe sont exprimés en dollars américains. La perte nette découlant des activités aux États-Unis s'est chiffrée à 6 millions de dollars au troisième trimestre de 2005, comparativement à 2 millions de dollars au troisième trimestre de 2004. Le revenu a diminué de 6 millions de dollars, ou de 5,9 %, les réductions en matière de tarification et la baisse du volume des transactions effectuées par les clients de notre secteur du placement en direct ayant largement neutralisé la croissance des revenus liés aux services tarifés. Les frais autres que d'intérêts sont restés pour ainsi dire inchangés par rapport à ceux d'il y a un an. Le ratio de productivité des activités aux États-Unis a perdu 680 points de base. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la perte nette découlant des activités aux États-Unis est égale à zéro, alors qu'elle était de 2 millions de dollars il y a un an.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les priorités du groupe pour l'exercice 2005 étaient décrites à la page 43 du Rapport annuel 2004 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du troisième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- L'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, qui s'est chiffré à 295 milliards de dollars, a augmenté de 13 milliards de dollars, ou de 5 %, sur 12 mois. Si l'on fait abstraction de l'incidence de la dépréciation du dollar américain sur l'actif du groupe aux États-Unis, l'actif sous gestion s'est accru de 9 % et l'actif sous administration a progressé de 10 %. Les produits de placement à terme ont reculé de 2 %.
- L'actif des services de courtage traditionnel a augmenté de 15 % sur 12 mois, pour s'établir à 83 milliards de dollars, et l'actif des services de placement en direct en Amérique du Nord, abstraction faite de l'incidence de la dépréciation du dollar américain sur l'actif du groupe aux États-Unis, s'est chiffré à 55 milliards de dollars, soit une hausse de 9 %.

- Le Groupe de Fonds Guardian Ltée et BMO Fonds d'investissement continuent de surclasser le secteur des fonds d'investissement dans son ensemble en affichant un chiffre d'affaires net trimestriel supérieur à la moyenne.
- Fullgoal Fund Management Company Ltd. a reçu récemment l'autorisation de gérer l'actif de régimes de retraite de sociétés chinoises. Seules 29 sociétés de fonds d'investissement détiennent une telle autorisation, dont seulement trois institutions financières organisées en coentreprise avec une société étrangère.
- Le 8 août 2005, le groupe BMO a annoncé qu'il avait conclu un accord définitif visant la vente de sa participation dans sa société américaine de placement en direct, Harrisdirect, à E*TRADE Financial Corporation. La transaction, qui doit d'abord recevoir les autorisations normales des organismes de réglementation, devrait être conclue avant la fin de l'exercice en octobre 2005.

Groupe Services d'investissement (SI)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2005	Augmentation/(Diminution) c. T3-2004		Augmentation/(Diminution) c. T2-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004		
Revenu net d'intérêts (bic)	232	(122)	(35 %)	(41)	(15 %)	780	(200)	(21 %)	
Revenu autre que d'intérêts	416	62	17 %	9	2 %	1 256	70	6 %	
Revenu total (bic)	648	(60)	(9 %)	(32)	(5 %)	2 036	(130)	(6 %)	
Provision pour créances irrécouvrables	24	19	100 %	(1)	(4 %)	74	(20)	(21 %)	
Frais autres que d'intérêts	374	20	5 %	15	4 %	1 105	(10)	(1 %)	
Revenu avant impôts sur les bénéfices	250	(99)	(28 %)	(46)	(15 %)	857	(100)	(10 %)	
Impôts sur les bénéfices (bic)	66	(53)	(44 %)	24	26 %	230	(86)	(27 %)	
Revenu net	184	(46)	(20 %)	(22)	(11 %)	627	(14)	(2 %)	
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	(2)	(100 %)	(1)	(100 %)	1	(1)	(50 %)	
Revenu net avant amortissement	184	(48)	(21 %)	(23)	(11 %)	628	(15)	(2 %)	
Rendement des capitaux propres	18,0 %		(2,6 %)		(2,9 %)	20,7 %		1,5 %	
Rendement des capitaux propres avant amortissement	18,0 %		(2,7 %)		(2,9 %)	20,7 %		1,4 %	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	57,6 %		7,6 %		4,7 %	54,3 %		2,8 %	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	57,6 %		7,9 %		4,8 %	54,2 %		2,8 %	
Marge nette d'intérêts (bic)	0,58 %		(0,43 %)		(0,07 %)	0,64 %		(0,27 %)	
Actif moyen	158 478	18 729	13 %	(14 488)	(8 %)	164 096	19 285	13 %	
Groupe SI États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)									
Revenu total	238	(22)	(8 %)	(27)	(10 %)	776	16	2 %	
Frais autres que d'intérêts	132	3	2 %	4	3 %	367	(18)	(5 %)	
Revenu net	58	(28)	(33 %)	(23)	(28 %)	231	19	9 %	
Actif moyen	33 694	5 016	17 %	(2 930)	(8 %)	35 107	3 710	12 %	

Analyse des résultats financiers

Le revenu net pour le troisième trimestre de 2005 s'est établi à 184 millions de dollars, soit un recul de 46 millions ou de 20 % par rapport au solide rendement du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent avaient bénéficié d'un recouvrement de 39 millions de dollars (25 millions après impôts) d'une perte sur créances et de revenus d'intérêts de 20 millions de dollars (13 millions après impôts) recouverts sur un prêt précédemment radié. Abstraction faite de ces éléments, le revenu net a diminué de 8 millions de dollars.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu net a reculé de 22 millions de dollars, ou de 11 %. Le deuxième trimestre avait bénéficié de l'incidence nette de revenus de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) constatés à la restructuration des EDDV.

Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, le revenu net s'est chiffré à 627 millions de dollars, soit 14 millions de dollars de moins qu'il y a un an. Les résultats de 2005 comprenaient les éléments suivants : une quote-part de 40 millions de dollars (27 millions après

impôts) du gain inscrit par suite de la modification de la façon de comptabiliser les investissements des banques d'affaires; des revenus de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) constatés à la restructuration des EDDV; ainsi qu'un recouvrement de 32 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices précédents, inscrit au premier trimestre. Les résultats de la période correspondante de l'exercice 2004 comprenaient les éléments suivants : les montants, totalisant 38 millions de dollars après impôts, recouverts sur un prêt précédemment radié et des gains nets sur titres de placement exceptionnellement élevés, au montant de 52 millions de dollars, qui avaient été presque entièrement annulés par des frais d'intérêts de 44 millions de dollars engagés au dénouement de contrats de couverture liés aux titres de placement à revenu fixe vendus au deuxième trimestre de 2004. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence de ces facteurs sur chacune des deux périodes comparées, le revenu net pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2005 s'est élevé à 531 millions de dollars, soit 68 millions de dollars, ou 11 %, de moins qu'à la période correspondante de 2004.

Le revenu du troisième trimestre de 2005 s'est chiffré à 648 millions de dollars, soit 60 millions de dollars, ou 8,6 %, de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce recul est en grande partie imputable à la baisse du revenu net d'intérêts occasionnée par le recouvrement d'intérêts, en 2004, sur un prêt précédemment radié, le rétrécissement des marges dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt découlant du contexte des taux d'intérêts, la baisse des marges des prêts aux entreprises et notre stratégie visant à réduire certains actifs ne faisant pas partie de nos principales activités. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté en raison de la hausse de 27 millions de dollars des gains sur titres de placement dont 16 millions provenaient de l'augmentation nette de la juste valeur des investissements de banques d'affaires, d'une part, et de la croissance des activités de prise ferme de titres d'emprunt, des activités de fusion et acquisition et des revenus de commissions, d'autre part. Les revenus de négociation ont augmenté, le cours du change et les prix des marchandises plus élevés n'ayant été que partiellement neutralisés par la diminution des revenus tirés des activités de prise ferme de titres de participation. La dépréciation du dollar américain a aussi contribué à la réduction du revenu.

Le revenu a diminué de 32 millions de dollars, soit de 5,0 %, par rapport au deuxième trimestre en raison des revenus attribuables aux EDDV constatés au deuxième trimestre. Les gains nets sur titres de placement ont augmenté de 30 millions de dollars; les activités de prise ferme de titres d'emprunt et les activités de fusion et d'acquisition ont connu une progression, tandis que les activités de prise ferme de titres de participation et les revenus de commissions ont reculé, en raison d'un ralentissement des activités des clients.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu a diminué de 130 millions de dollars, ou de 6,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Abstraction faite des éléments importants mentionnés plus haut, le revenu s'est replié de 186 millions de dollars, ou de 9,1 %. Cette diminution est en grande partie imputable à la baisse du revenu net d'intérêts, alors que le revenu autre que d'intérêts a été plus élevé. La variation d'un exercice par rapport à l'autre est largement imputable aux facteurs qui ont causé la réduction des revenus du trimestre par rapport à ceux du trimestre correspondant d'il y a un an.

La provision pour créances irrécouvrables du troisième trimestre de 2005 s'est établie à 24 millions de dollars, comparativement à 5 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent et à 25 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005. Comme il a été mentionné plus haut, les résultats de l'exercice précédent comprenaient un montant recouvré sur un prêt précédemment radié. La provision pour créances irrécouvrables de la période écoulée depuis le début de l'exercice s'est chiffrée à 74 millions de dollars, comparativement à 94 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 374 millions de dollars au troisième trimestre, soit 20 millions de dollars, ou 5,0 %, de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse de la rémunération liée au rendement, la baisse des revenus ayant frappé surtout les secteurs dont les coûts variables sont peu élevés; la hausse a été en partie compensée par l'affaiblissement du dollar américain. Les frais ont augmenté de 15 millions de dollars, ou de 4,0 %, par rapport au deuxième trimestre en raison de la hausse des frais informatiques et autres frais. Les frais autres que d'intérêts des neuf premiers mois de l'exercice se sont chiffrés à 1 105 millions de dollars, soit 10 millions, ou 1,0 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le ratio de productivité du groupe a reculé de 760 points de base au troisième trimestre pour s'établir à 57,6 %. Le revenu a diminué davantage que les frais parce que les baisses de revenu étaient surtout concentrées dans des secteurs dont les coûts variables sont relativement peu élevés. Le ratio de productivité a perdu 470 points de base par rapport au deuxième trimestre; il a perdu 280 points de base pour l'ensemble de l'exercice à ce jour, et s'établit maintenant à 54,3 %.

La part du revenu net provenant des activités aux États-Unis a représenté 39 % du revenu net du groupe au troisième trimestre, comparativement à 50 % il y a un an et à 49 % au deuxième trimestre de 2005. Les résultats des activités menées aux États-Unis au deuxième

trimestre comprenaient une tranche de 29 millions de dollars du gain de 37 millions de dollars lié aux EDDV, de même qu'une hausse des revenus de négociation. Au cours de l'exercice précédent, les résultats pour les États-Unis avaient bénéficié d'un recouvrement de 39 millions de dollars de pertes sur créances et de revenus d'intérêts de 20 millions de dollars recouverts sur un prêt précédemment radié.

Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 millions de dollars américains et 1 milliard de dollars américains. Dans l'ensemble, les revenus et le revenu net provenant des services bancaires aux moyennes entreprises ont baissé par rapport à ceux des périodes correspondantes, en raison des marges plus faibles dans les domaines des prêts aux entreprises et des services de gestion de trésorerie. L'actif des services bancaires aux entreprises continue d'augmenter, tandis que les dépôts ont diminué dans le secteur de la gestion de trésorerie. Au troisième trimestre de 2005, le portefeuille des moyennes entreprises a produit 16,7 % du revenu total du groupe et 36,9 % du revenu réalisé aux États-Unis. Ces activités sont souvent incluses dans les résultats des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par les banques de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux du groupe Particuliers et entreprises sont présentés dans la section correspondante du Rapport de gestion.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les priorités du groupe pour l'exercice 2005 sont décrites à la page 46 du Rapport annuel 2004 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du troisième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- Au cours du trimestre, BMO Nesbitt Burns a participé à une centaine d'opérations portant sur des titres de créance et des titres de participation canadiens, réunissant 25,3 milliards de dollars. Nous avons agi à titre de conseiller financier dans six opérations de fusion et acquisition, dont l'acquisition par Metro Inc. d'A&P Canada auprès de Great Atlantic & Pacific Tea Company, pour un montant de 1,475 milliard de dollars américains.
- BMO Halyard Capital a rendu publique la conclusion de la vente de Hanley Wood LLC à JP Morgan Partners LLC en contrepartie d'un prix d'achat de 618 millions de dollars, plus une indexation conditionnelle calculée sur les bénéfices futurs d'environ 32 millions de dollars. Selon le journal *The Daily Deal*, cette opération a constitué la deuxième opération en importance visant des médias interentreprises de toute l'histoire des États-Unis. Le prix d'achat correspond à un peu plus de 11 fois le BAIIA estimatif de 2005. Halyard a réussi à investir à un moment crucial de l'opération, contribuant ainsi à améliorer les données fondamentales de la société et du secteur pendant une période où les marchés des titres d'emprunt de premier rang étaient moroses. En outre, grâce à Halyard, BMO était en bonne position pour participer à la facilité de crédit de premier rang de la société.
- En mai 2005, Harris Nesbitt a agi à titre de conseiller financier exclusif à l'occasion de la vente de Sturm Foods, Inc., société de portefeuille détenue par Mason Wells, à la société Hicks, Muse, Tate and Furst, société de capitaux privés de Dallas. Sturm Foods fournit des produits de mélanges secs au secteur de détail et au secteur des services alimentaires à l'échelle mondiale.
- Au cours d'une autre opération digne de mention conclue en juin 2005, Harris Nesbitt a agi à titre de conseiller financier exclusif auprès du Professional Career Development Institute LLC (PCDI), société de portefeuille détenue par Sterling Capital Partners, de la région de Chicago, au cours de l'acquisition du PCDI par DLJ Merchant Banking Partners (DLJMB). Le PCDI offre des programmes de cours secondaire accrédités, des programmes de formation post-secondaire et des programmes de maîtrise et de formation au grade d'associé. En plus de son rôle de conseiller en fusion et acquisition, Harris Nesbitt a rendu possible l'acquisition par DLJMB en fournissant à cette dernière un financement par titres d'emprunt de premier rang. Harris Nesbitt avait déjà octroyé un prêt de premier rang au PCDI pour financer sa recapitalisation de septembre 2004.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2005	Augmentation/(Diminution) c. T3-2004		Augmentation/(Diminution) c. T2-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu net d'intérêts (bic)	(41)	36	47 %	20	32 %	(164)	(21)	(14 %)
Revenu autre que d'intérêts	27	(23)	(47 %)	(8)	(24 %)	88	(73)	(46 %)
Revenu total (bic)	(14)	13	48 %	12	44 %	(76)	(94)	(+100 %)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(27)	165	86 %	69	72 %	(180)	233	56 %
Frais autres que d'intérêts	40	(7)	(13 %)	(17)	(29 %)	128	22	21 %
Revenu (perte) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(27)	(145)	(+100 %)	(40)	(+100 %)	(24)	(349)	(+100 %)
Impôts sur les bénéficiaires (bic)	(28)	(55)	(+100 %)	(3)	(9 %)	(75)	(164)	(+100 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	10	+100 %	-	-	42	31	+100 %
Revenu net (perte nette)	(13)	(100)	(+100 %)	(37)	(+100 %)	9	(216)	(96 %)
Services d'entreprise États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu	(21)	(3)	(17 %)	1	5 %	(66)	(49)	(100 %)
Recouvrement de créances irrécouvrables	-	87	+100 %	34	+100 %	(57)	17	23 %
Frais autres que d'intérêts	(4)	(13)	(+100 %)	(37)	(+100 %)	38	4	12 %
Revenu net (perte nette)	(10)	(48)	(+100 %)	(4)	(67 %)	(8)	(11)	(+100 %)
Actif moyen	4 377	(1 275)	(23 %)	(234)	(5 %)	4 656	(1 001)	(18 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing, les ressources humaines et la formation. Les Services d'entreprise gèrent aussi les revenus et les frais liés à certaines opérations de titrisation, les opérations de couverture visant les revenus nets de sources étrangères, de même que les activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Technologie et solutions

Le groupe Technologie et solutions assure, pour le compte de BMO Groupe financier, la gestion, le soutien et la direction des services de technologie de l'information, de traitement, d'approvisionnement ainsi que d'opérations immobilières. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation et adopte des normes communes en matière d'infrastructure et de service dans le but de maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficience des activités.

Analyse des résultats financiers

Les résultats d'exploitation du groupe Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise aux fins de la présentation de l'information. Les coûts des services fournis par le groupe sont transférés aux groupes clients (PE, GP et SI), et seuls les écarts relativement mineurs sont retenus dans les résultats du groupe Technologie et solutions. Les résultats de la présente section correspondent donc en grande partie aux résultats des activités des Services d'entreprise.

La perte nette du troisième trimestre s'est chiffrée à 13 millions de dollars, comparativement à un revenu net de 87 millions de dollars au troisième trimestre de 2004. Cette variation est principalement imputable au rendement particulièrement favorable en matière de crédit du trimestre correspondant, le recouvrement de pertes sur créances ayant diminué de 165 millions de dollars par rapport à l'an dernier. La perte nette pour le trimestre représente un recul de 37 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre, occasionné par le recouvrement de pertes sur créances plus favorable au deuxième trimestre, et une réduction de 40 millions de dollars de la réserve générale pour créances irrécouvrables. Par contre, le recul est en partie contrebalancé par la réduction des frais puisque le deuxième trimestre comprenait une provision de 25 millions de dollars liée à une poursuite.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2005, le revenu net s'est chiffré à 9 millions de dollars, comparativement à 225 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats pour la période écoulée depuis le début de l'exercice

comprennent des recouvrements nets de pertes sur créances de 180 millions de dollars, comparativement à des recouvrements nets de 413 millions de dollars pour la même période de l'exercice antérieur, notamment en raison d'une réduction plus importante de la réserve générale en 2004. Les gains nets sur titres de placement et les gains de change ont baissé par rapport à la même période de l'exercice précédent. D'autres éléments, dont les effets se sont en grande partie neutralisés, avaient également influé sur les résultats de 2004.

Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon notre méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Le groupe Technologie et solutions vise à améliorer la rentabilité en appliquant la technologie et les processus les plus efficaces et les plus efficaces au sein de BMO. Au troisième trimestre de 2005, le groupe a permis la réalisation des faits marquants suivants :

- La technologie a joué un rôle essentiel pour permettre à BMO Ligne d'action de maintenir son avantage concurrentiel en améliorant sensiblement les temps de réponse grâce à la mise en oeuvre d'un nouveau système. Les résultats ont été remarquables : le temps de réponse est désormais inférieur de 60 % à celui de l'ancien système. En plus de cette amélioration spectaculaire de la performance, la stabilité générale et les capacités d'intégration de l'application ont elles aussi été améliorées.
- Le groupe Technologie et solutions a fait partie intégrante du programme pluriannuel de la Harris Bank visant à regrouper en un seul les systèmes de la région de Chicago qui en comptait plus de 80. La charte bancaire unique améliore l'expérience du client final de Harris en lui offrant les services standard de traitement et d'exécution des transactions dont bénéficiait déjà le réseau de succursales canadiennes de BMO. Les avantages pour les clients de Harris sont les suivants : un service simplifié, l'accès aux services bancaires applicables à plusieurs comptes à partir de multiples établissements, la possibilité de recevoir un relevé combiné, une carte de guichet unique et les virements de fonds d'un compte à un autre.
- Les travaux de construction de notre centre de traitement informatique de pointe à Barrie progressent selon le calendrier établi et le centre devrait ouvrir ses portes comme prévu en juin 2006. Le centre de Barrie, qui fait partie intégrante des plans d'infrastructure à long terme de Technologie et solutions, assurera la capacité de traitement hautement efficace nécessaire pour soutenir les clients de BMO à l'échelle internationale.

États financiers consolidés

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le				Pour les neuf mois terminés le		
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
				Données retraitées (voir la note 2)			Données retraitées (voir la note 2)
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	1 989 \$	1 843 \$	1 798 \$	1 696 \$	1 693 \$	5 630 \$	5 047 \$
Valeurs mobilières	484	461	428	367	363	1 373	1 109
Dépôts à d'autres banques	170	160	112	104	114	442	334
	2 643	2 464	2 338	2 167	2 170	7 445	6 490
Frais d'intérêts							
Dépôts	961	875	793	679	652	2 629	2 065
Dettes subordonnées	56	52	47	48	48	155	145
Actions privilégiées et titres de fiducie de capital (note 2)	21	26	25	33	30	72	91
Autres passifs	391	330	275	231	200	996	567
	1 429	1 283	1 140	991	930	3 852	2 868
Revenu net d'intérêts	1 214	1 181	1 198	1 176	1 240	3 593	3 622
Provision pour créances irrécouvrables (note 3)	73	6	43	(13)	(110)	122	(90)
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	1 141	1 175	1 155	1 189	1 350	3 471	3 712
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	255	299	266	241	242	820	814
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	188	180	179	187	188	547	559
Revenus de négociation	83	60	101	22	59	244	178
Commissions sur prêts	89	73	75	81	89	237	236
Frais de services de cartes	98	88	88	73	81	274	188
Gestion de placements et garde de titres	79	74	75	75	81	228	232
Revenus tirés de fonds d'investissement	113	106	102	96	98	321	282
Revenus de titrisation	26	33	20	43	46	79	134
Commissions de prise ferme et de consultation	92	77	87	79	73	256	264
Gains sur titres de placement (note 2)	37	12	37	37	5	86	138
Revenus de change autres que de négociation	42	45	45	45	39	132	132
Revenus d'assurance	44	39	41	37	37	124	102
Autres	51	130	97	57	83	278	219
	1 197	1 216	1 213	1 073	1 121	3 626	3 478
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 338	2 391	2 368	2 262	2 471	7 097	7 190
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (note 6)	933	925	926	825	919	2 784	2 807
Bureaux et matériel	315	312	303	324	311	930	928
Amortissement des actifs incorporels	24	24	24	25	27	72	79
Déplacements et expansion des affaires	68	60	50	69	60	178	170
Communications	29	32	28	35	33	89	103
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	29	26	24	29	23	79	70
Honoraires	58	59	61	71	58	178	191
Autres	123	141	117	115	107	381	316
Total des frais autres que d'intérêts	1 579	1 579	1 533	1 493	1 538	4 691	4 664
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	759	812	835	769	933	2 406	2 526
Impôts sur les bénéfices	204	198	219	213	286	621	759
	555	614	616	556	647	1 785	1 767
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	14	14	5	4	42	12
Revenu net	541 \$	600 \$	602 \$	551 \$	643 \$	1 743 \$	1 755 \$
Dividendes sur actions privilégiées	6 \$	8 \$	8 \$	5 \$	9 \$	22 \$	26 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	535 \$	592 \$	594 \$	546 \$	634 \$	1 721 \$	1 729 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	499 152	499 415	501 268	500 635	502 177	499 951	501 999
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	509 384	510 237	512 941	513 355	514 800	510 858	515 632
Résultats par action (en dollars canadiens)							
De base	1,07 \$	1,19 \$	1,18 \$	1,08 \$	1,27 \$	3,44 \$	3,45 \$
Dilué	1,05	1,16	1,16	1,06	1,24	3,37	3,36
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,46	0,46	0,44	0,44	0,40	1,36	1,15

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004
				Données retraitées (voir la note 2)	
Actif					
Encaisse	20 402 \$	21 141 \$	20 292 \$	18 045 \$	20 788 \$
Valeurs mobilières					
Titres de placement	14 175	15 698	15 174	15 017	15 633
Titres de négociation	43 146	43 717	38 009	35 444	34 977
Substituts de prêts	11	11	11	11	11
	57 332	59 426	53 194	50 472	50 621
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	59 737	57 703	57 038	56 444	55 969
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	27 241	26 714	25 728	24 887	24 568
Prêts sur cartes de crédit	4 717	4 557	4 525	3 702	3 530
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	48 181	47 716	45 886	44 559	47 241
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	27 259	31 357	24 487	22 609	22 727
	167 135	168 047	157 664	152 201	154 035
Engagements de clients aux termes d'acceptations	5 683	5 814	4 475	5 355	5 498
Réserve pour créances irrécouvrables (note 3)	(1 200)	(1 220)	(1 314)	(1 308)	(1 487)
	171 618	172 641	160 825	156 248	158 046
Autres actifs					
Instruments financiers dérivés	26 174	23 031	22 778	25 448	19 325
Bureaux et matériel	1 863	1 875	2 012	2 020	2 021
Écart d'acquisition	1 604	1 632	1 602	1 507	1 589
Actifs incorporels	426	462	486	480	549
Actifs divers (note 2)	10 970	12 148	32 905	10 974	9 005
	41 037	39 148	59 783	40 429	32 489
Total de l'actif	290 389 \$	292 356 \$	294 094 \$	265 194 \$	261 944 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	25 265 \$	23 536 \$	24 488 \$	20 654 \$	22 320 \$
Entreprises et administrations publiques	87 462	89 698	81 306	79 614	81 678
Particuliers	76 023	77 811	76 538	74 922	77 061
	188 750	191 045	182 332	175 190	181 059
Autres passifs					
Instruments financiers dérivés	24 972	21 862	21 913	23 973	18 081
Acceptations	5 683	5 814	4 475	5 355	5 498
Titres vendus à découvert	14 703	13 674	11 783	10 441	10 295
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	26 159	28 694	23 425	21 345	21 307
Passifs divers (note 2)	11 826	12 887	32 579	12 156	8 467
	83 343	82 931	94 175	73 270	63 648
Dette subordonnée (note 7)	3 099	3 420	2 909	2 395	2 462
Actions privilégiées (notes 2 et 8)	450	450	450	450	850
Titres de fiducie de capital (note 2)	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 8)	4 585	4 512	4 492	4 453	4 414
Surplus d'apport	18	15	12	10	8
Perte de change non matérialisée nette	(483)	(380)	(432)	(497)	(173)
Bénéfices non répartis	9 477	9 213	9 006	8 773	8 526
	13 597	13 360	13 078	12 739	12 775
Total du passif et des capitaux propres	290 389 \$	292 356 \$	294 094 \$	265 194 \$	261 944 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

État consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
		Données retraitées (voir la note 2)		Données retraitées (voir la note 2)
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	596 \$	1 446 \$	596 \$	1 446 \$
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives au passif et aux capitaux propres (note 2)	-	(850)	-	(850)
Solde au début de la période (après retraitement)	596	596	596	596
Solde à la fin de la période	596	596	596	596
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	3 916	3 783	3 857	3 662
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	18	15	53	44
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	62	43	125	145
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	-	1	2	2
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(7)	(24)	(48)	(35)
Solde à la fin de la période	3 989	3 818	3 989	3 818
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	15	21	10	3
Frais liés aux options d'achat d'actions (note 6)	3	2	8	5
Gain sur actions de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 8)	-	-	-	15
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	-	(15)	-	(15)
Solde à la fin de la période	18	8	18	8
Gain (perte) de change non matérialisés nets				
Solde au début de la période	(380)	(57)	(497)	(195)
Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(280)	(312)	37	82
Gain (perte) sur des opérations de couverture	270	301	(37)	(93)
Impôts sur les bénéfices	(93)	(105)	14	33
Solde à la fin de la période	(483)	(173)	(483)	(173)
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	9 213	8 216	8 773	7 566
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux entités à détenteurs de droits variables, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 2)	-	-	(42)	-
Revenu net	9 213	8 216	8 731	7 566
Dividendes – Actions privilégiées	541	643	1 743	1 755
– Actions ordinaires	(6)	(9)	(22)	(26)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(230)	(200)	(680)	(576)
Solde à la fin de la période	(41)	(124)	(295)	(193)
Solde à la fin de la période	9 477	8 526	9 477	8 526
Total des capitaux propres	13 597 \$	12 775 \$	13 597 \$	12 775 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
		Données retraitées (voir la note 2)		Données retraitées (voir la note 2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	541 \$	643 \$	1 743 \$	1 755 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation				
Dévaluation des titres de placement	-	10	7	44
Gain net sur titres de placement	(37)	(15)	(93)	(182)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	571	4 027	(7 702)	18
Provision pour créances irrécouvrables	73	(110)	122	(90)
Gain à la vente de prêts titrisés	(16)	(34)	(58)	(99)
Variation des instruments financiers dérivés				
(Augmentation) diminution des actifs dérivés	(3 143)	2 099	(726)	1 891
Augmentation (diminution) des passifs dérivés	3 110	(1 878)	999	(2 634)
Amortissement des bureaux et du matériel	99	90	284	269
Amortissement des actifs incorporels	24	27	72	79
Charge (économie) d'impôts futurs	(76)	58	(36)	136
Augmentation (diminution) nette des impôts sur les bénéfices exigibles	65	94	(275)	(1 004)
Variation des intérêts courus				
(Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	6	29	(161)	(19)
Augmentation (diminution) des intérêts à payer	(6)	13	84	(53)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	822	1 559	309	766
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 033	6 612	(5 431)	877
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(2 295)	(5 094)	12 808	8 074
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	1 029	(329)	4 262	2 040
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension, prêtés ou vendus	(2 535)	(3 905)	4 814	(2 760)
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	(478)	(142)	17	131
Remboursement de la dette subordonnée (note 7)	(300)	-	(300)	(400)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 7)	-	-	1 000	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires	80	58	178	189
Produit de la vente d'actions de trésorerie	-	-	-	149
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(48)	(163)	(343)	(243)
Dividendes versés	(236)	(209)	(702)	(603)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	(4 783)	(9 784)	21 734	6 577
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	1 088	2 066	(2 117)	(644)
Achat de titres de placement	(3 634)	(5 070)	(11 730)	(20 172)
Échéances de titres de placement	1 857	3 626	5 649	10 712
Produit de la vente de titres de placement	2 915	4 134	7 244	14 205
Augmentation nette des prêts, des engagements de clients				
aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	(3 891)	(4 061)	(12 361)	(9 896)
Produit de la titrisation de prêts	759	483	2 197	879
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension, empruntés ou achetés	4 098	2 886	(4 650)	(1 729)
Produit de la vente de terrains et immeubles	-	-	148	-
Bureaux et matériel – achats nets	(93)	(49)	(257)	(210)
Acquisitions (note 5)	-	(314)	(194)	(383)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	3 099	3 701	(16 071)	(7 238)
Augmentation nette des espèces et quasi-espèces	349	529	232	216
Espèces et quasi-espèces au début de la période	2 489	2 202	2 606	2 515
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 838 \$	2 731 \$	2 838 \$	2 731 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de la période précédente ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005 (non vérifié)

Note 1 Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus en se reportant aux notes afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, telles qu'elles figurent aux pages 87 à 122 de notre Rapport annuel 2004. Les présents états financiers consolidés ont

été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, sous réserve de ce qui est décrit à la note 2.

Note 2 Modifications des conventions comptables

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif nos actions privilégiées et nos titres de fiducie de capital qui sont potentiellement convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur. Nous avons reclassé dans le passif, au poste actions privilégiées, nos actions privilégiées de catégorie B, séries 4 et 6, pour un montant de 450 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisées dans le capital-actions. De plus, nous avons également reclassé dans le passif, au poste titres de fiducie de capital, nos titres de fiducie de capital de séries A, B et C, pour un montant de 1 150 millions

de dollars, qui étaient auparavant comptabilisés au poste passifs divers, dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les dividendes déclarés pour ces actions privilégiées ainsi que les distributions effectuées sur ces titres de fiducie de capital sont maintenant comptabilisés dans les frais d'intérêts. Cette modification n'a eu aucune incidence sur nos résultats par action ou sur le revenu net afférent aux actions ordinaires, puisque nous déduisons les dividendes sur actions privilégiées du revenu net lorsque nous déterminons ces mesures.

Nous avons retraité nos états financiers des périodes antérieures pour qu'ils soient compatibles avec la nouvelle présentation, comme l'exigent les nouvelles règles. Le tableau ci-dessous présente l'incidence de cette modification de la convention comptable sur les données de la présente période et sur celles des périodes antérieures :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le					Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Augmentation (diminution) du revenu net							
État consolidé des résultats							
Frais d'intérêts – Actions privilégiées et titres de fiducie de capital	(21)\$	(26)\$	(25)\$	(33)\$	(30)\$	(72)\$	(91)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	10	11	11	11	10	32	32
Impôts sur les bénéfices	9	10	9	10	9	28	26
Revenu net	(2)	(5)	(5)	(12)	(11)	(12)	(33)
Dividendes sur actions privilégiées	2	5	5	12	11	12	33
Modification du revenu net afférent aux actions ordinaires	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$

(en millions de dollars canadiens)	Au				
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004
Augmentation (diminution)					
Bilan consolidé					
Actions privilégiées	450 \$	450 \$	450 \$	450 \$	850 \$
Titres de fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Passifs divers	(1 150)	(1 150)	(1 150)	(1 150)	(1 150)
Capital-actions	(450)	(450)	(450)	(450)	(850)

Entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont le capital investi est considéré comme insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités. En vertu de ces nouvelles règles, nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation. Nos états financiers des périodes antérieures n'ont pas été retraités en fonction de cette modification.

Depuis le 1^{er} novembre 2004, nous avons procédé à la consolidation de nos entités de titrisation des clients. Nous avons regroupé les actifs et les passifs de ces EDDV avec les actifs divers et les passifs divers, respectivement, et toutes les incidences sur le revenu net avant provision pour impôts sur les bénéfices ont été comptabilisées dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, car nous avions l'intention de restructurer ces EDDV. L'incidence de cette modification sur notre bilan

consolidé du 1^{er} novembre 2004 a été une augmentation des actifs divers de 21 160 millions de dollars, une diminution des actifs dérivés de 67 millions, une augmentation des passifs divers de 21 150 millions, une diminution des passifs dérivés de 15 millions et une diminution des capitaux propres de 42 millions de dollars.

L'incidence sur les capitaux propres découle du fait que les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque de taux d'intérêt ne satisfaisaient pas aux conditions de la comptabilité de couverture avant la consolidation. Les ajustements de la valeur de ces instruments dérivés à la valeur du marché depuis leur création jusqu'au 1^{er} novembre 2004 auraient été constatés dans le revenu. Puisque les nouvelles règles nous obligent à inscrire les résultats des EDDV consolidées comme si celles-ci avaient toujours été consolidées, sans retraiter les données des périodes antérieures, le montant des pertes liées à la valeur du marché antérieure au 1^{er} novembre 2004 a été constaté dans le solde d'ouverture de nos bénéfices non répartis. L'ajustement était constaté dans le revenu sur le reste de la durée de vie des swaps. Ces instruments dérivés satisfaisaient aux conditions de la comptabilité de couverture à partir du moment où les EDDV ont été consolidées.

Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de nos entités de titrisation des clients, soit en résiliant nos swaps avec ces EDDV ou en changeant les modalités de ces swaps et en modifiant certains des droits des porteurs des billets émis par ces EDDV. Par conséquent, ces entités ne répondent plus aux critères de consolidation. L'incidence de la consolidation de ces EDDV sur notre état consolidé des résultats pour les six mois terminés le 30 avril 2005 a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de 5 millions de dollars, augmentation résultant de la constatation des pertes liées à la valeur du marché sur la durée de vie des swaps correspondants. L'incidence de la déconsolidation de ces entités sur notre état consolidé des résultats le 29 avril 2005 a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de 44 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 7 millions et une augmentation du revenu net de 37 millions, représentant la contrepassation des pertes sur swaps non amorties liées à la valeur du marché qui avaient été imputées aux bénéfices non répartis. Comme ces EDDV ne sont plus consolidées, il n'y a eu aucune incidence sur notre état consolidé des résultats pour les trois mois terminés le 31 juillet 2005.

Note 3 Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé.

Notre participation dans ces EDDV et dans d'autres EDDV est présentée sommairement à la note 8 afférente à nos états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004, aux pages 96 et 97 de notre Rapport annuel 2004.

Investissements des banques d'affaires

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA applicables à nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. En vertu de ces nouvelles règles, ces filiales doivent comptabiliser leurs investissements à leur juste valeur et comptabiliser les changements de la juste valeur dans le revenu net. Auparavant, elles comptabilisaient leurs investissements au prix coûtant. L'incidence de cette modification de la convention comptable sur notre état consolidé des résultats pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005, y compris l'ajustement initial à la juste valeur au 1^{er} novembre 2004, a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste gains (pertes) sur titres de placement, de 42 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 14 millions et une augmentation du revenu net de 28 millions.

Au 31 juillet 2005 et au 31 juillet 2004, il n'y avait aucune réserve pour créances irrécouvrables liée aux autres instruments de crédit compris dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

	Pour les trois mois terminés le						Pour les neuf mois terminés le					
	31 juillet 2005		31 juillet 2004		31 juillet 2005		31 juillet 2004		31 juillet 2005		31 juillet 2004	
(en millions de dollars canadiens)	Réserve spécifique	Réserve générale	Total	Réserve spécifique	Réserve générale	Total	Réserve spécifique	Réserve générale	Total	Réserve spécifique	Réserve générale	Total
Solde au début de la période	254 \$	567 \$	983 \$	1 100 \$	1 237 \$	1 667 \$	298 \$	611 \$	1 010 \$	1 180 \$	1 308 \$	1 791 \$
Provision pour créances irrécouvrables	73	(70)	-	(40)	73	(110)	162	30	(40)	(120)	122	(90)
Recouvrements	21	60	-	-	21	60	52	106	-	-	52	106
Radiations	(115)	(109)	-	-	(115)	(109)	(294)	(339)	-	-	(294)	(339)
Écarts de change et autres	(5)	(21)	(11)	-	(16)	(21)	10	19	2	-	12	19
Solde à la fin de la période	228 \$	427 \$	972 \$	1 060 \$	1 200 \$	1 487 \$	228 \$	427 \$	972 \$	1 060 \$	1 200 \$	1 487 \$

Note 4 Titrisation

Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2005, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 2 202 millions de dollars pour un produit en espèces total de 2 197 millions (761 millions et 759 millions respectivement pour les trois mois terminés le 31 juillet 2005). Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,5 ans, un taux de remboursement anticipé de 9,25 %, un taux d'intérêt de 4,92 % et un taux d'actualisation de 3,56 % (respectivement 4,4 ans, 11,62 %, 4,74 % et 3,23 % pour les trois mois terminés le 31 juillet 2005). Aucune créance irrécouvrable n'a été prévue puisque les prêts hypothécaires sont

garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé des gains de 20 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 91 millions de dollars dans les actifs divers et une obligation de gestion de 18 millions de dollars dans les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts (4 millions, 33 millions et 6 millions respectivement pour les trois mois terminés le 31 juillet 2005). De plus, les gains à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement ont été de 38 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005 (12 millions pour les trois mois terminés le 31 juillet 2005).

Note 5 Acquisition

Mercantile Bancorp, Inc.

Le 30 décembre 2004, nous avons conclu l'acquisition de Mercantile Bancorp, Inc., une banque locale dont le siège social est situé dans l'Indiana, pour une somme totale en espèces de 194 millions de dollars. Dans le cadre de cette transaction, nous avons également acquis une petite société immobilière, Lake Commercial Corp. (collectivement, MBI). Les résultats de MBI ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de MBI nous donne la possibilité d'étendre nos services de banque locale dans le Nord-Ouest de l'Indiana. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. MBI fait partie de l'unité d'exploitation Services bancaires aux particuliers et aux entreprises de notre groupe Particuliers et entreprises.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	Mercantile Bancorp, Inc.
Encaisse	111 \$
Valeurs mobilières	166
Prêts	620
Bureaux et matériel	18
Écart d'acquisition	91
Actif incorporel (dépôts de base)	15
Actifs divers	25
Total de l'actif	1 046
Dépôts	752
Passifs divers	100
Total du passif	852
Prix d'achat	194 \$

La répartition du prix d'achat a été révisée depuis le 30 avril 2005 de façon à refléter les précisions que nous obtenons dans le cadre de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Acquisition future

Le 7 juillet 2005, nous avons annoncé la signature d'une entente en vue d'acquérir la Villa Park Trust and Savings Bank, une banque locale de Chicago, pour une somme en espèces d'environ 81 millions de dollars. L'acquisition de la Villa Park doit être approuvée par les organismes de réglementation et devrait être conclue au quatrième trimestre de 2005. Elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise.

Note 6 Rémunération du personnel

Options d'achat d'actions

Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2005, nous avons attribué 1 472 039 options d'achat d'actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 10,34 \$ l'option et elle a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options attribuées au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2005

Rendement prévu des actions	3,1 %
Volatilité prévue du cours des actions	22,8 %
Taux de rendement sans risque	4,2 %
Période prévue jusqu'à l'exercice des options	7,1 ans

Le tableau ci-dessous montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur nos résultats par action, si nous avions comptabilisé les frais liés aux options d'achat d'actions au cours de la présente période et des périodes précédentes en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en cours à la date à laquelle elles ont été attribuées :

(en millions de dollars canadiens, sauf les résultats par action)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Frais liés aux options d'achat d'actions inclus dans les frais de rémunération du personnel	3 \$	2 \$	8 \$	5 \$
Revenu net, selon les états financiers	541 \$	643 \$ ¹⁾	1 743 \$	1 755 \$ ¹⁾
Frais supplémentaires si nous avions comptabilisé toutes les options d'achat d'actions en cours attribuées avant le 1 ^{er} novembre 2002	3	6	9	23
Revenu net pro forma	538 \$	637 \$	1 734 \$	1 732 \$
Résultats par action				
De base, selon les états financiers	1,07 \$	1,27 \$	3,44 \$	3,45 \$
De base, pro forma	1,06	1,25	3,42	3,40
Dilué, selon les états financiers	1,05	1,24	3,37	3,36
Dilué, pro forma	1,04	1,22	3,35	3,31

1) Donnée retraitée, voir la note 2.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les trois mois terminés le		Pour les trois mois terminés le	
	31 juillet 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Prestations constituées par les employés	32 \$	29 \$	5 \$	4 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	51	50	11	12
Perte actuarielle constatée dans la charge	17	20	2	2
Amortissement du coût des modifications aux régimes	1	-	(1)	(1)
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	(58)	(53)	(2)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	43	46	15	16
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	12	12	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	2	2	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	57 \$	60 \$	15 \$	16 \$

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les neuf mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Prestations constituées par les employés	94 \$	88 \$	13 \$	12 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	152	152	33	35
Perte actuarielle constatée dans la charge	50	57	8	7
Amortissement du coût des modifications aux régimes	3	1	(4)	(5)
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	(172)	(162)	(4)	(3)
Charge liée aux prestations constituées	127	136	46	46
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	38	39	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	8	8	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	173 \$	183 \$	46 \$	46 \$

Note 7 Dette subordonnée

Le 8 juin 2005, nous avons racheté tous nos billets à moyen terme de série B, première tranche, portant intérêt à un taux de 6,60 % et arrivant à échéance en 2010, d'une valeur totale de 300 millions de dollars. Ces billets ont été rachetés à un prix de rachat équivalent à 100 % du montant du capital plus l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Le 4 août 2005, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 13 septembre 2005, toutes nos débentures de série 18, portant intérêt à un taux de 8,80 % et arrivant à échéance en 2010, d'une valeur totale de 250 millions de dollars. Ces débentures seront rachetées à un prix de rachat équivalent à 100 % du montant du capital plus l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Le 22 avril 2005, nous avons émis des titres secondaires d'une valeur totale de 500 millions de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Il s'agit d'une émission de billets

à moyen terme de série C, deuxième tranche, arrivant à échéance en avril 2020. Ces billets portent intérêt à un taux fixe de 4,87 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 22 avril 2015 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires d'un terme de trois mois majoré de 1,00 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Le 21 janvier 2005, nous avons émis des titres secondaires d'une valeur totale de 500 millions de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Il s'agit d'une émission de billets à moyen terme de série C, première tranche, arrivant à échéance en janvier 2015. Ces billets portent intérêt à un taux fixe de 4,00 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 21 janvier 2010 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires d'un terme de trois mois majoré de 1,00 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Note 8 Capital-actions

Au cours du trimestre, nous avons racheté 842 200 actions ordinaires pour une somme approximative de 48 millions de dollars, au prix moyen de 56,26 \$ l'action. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2005, nous avons racheté 6 141 500 actions ordinaires pour une somme approximative de 343 millions de dollars, au prix moyen de 55,81 \$ l'action. Un total de 7 520 900 actions ordinaires ont été rachetées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités qui a expiré le 6 août 2005. Aux termes de cette offre, nous pouvions racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires. Postérieurement à la fin du trimestre, notre Conseil d'administration a autorisé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités d'un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, aux fins d'annulation, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2005		
	Nombre	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans le passif			
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200 \$	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	actions ordinaires b)
Actions privilégiées classées dans le passif		450	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	–
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		596	
Actions ordinaires	500 075 525	3 989	–
Total du capital-actions en circulation – actions classées dans les capitaux propres		4 585 \$	
Options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		s.o.	27 594 691 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 18 et 19 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, aux pages 108 à 111 de notre Rapport annuel 2004.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

Actions de trésorerie

Depuis le 1^{er} novembre 2003, les achats et les ventes d'actions de la Banque de Montréal par des filiales sont comptabilisés dans les capitaux propres. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces actions étaient inscrites à la valeur marchande dans les titres de négociation, et les dividendes s'y rapportant, ainsi que les gains et pertes matérialisés et non matérialisés, étaient inclus dans les revenus de négociation. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres a été une augmentation du surplus d'apport de 15 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 (aucune incidence pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005).

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

s.o. - sans objet

Note 9 Poursuites judiciaires

Au cours du deuxième trimestre terminé le 30 avril 2005, nous avons comptabilisé une provision de 25 millions de dollars relativement à une poursuite intentée contre une entreprise acquise par le groupe Gestion privée aux États-Unis en 2002.

Note 10 Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf les résultats par action)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	31 juillet 2004 1)	31 juillet 2005	31 juillet 2004 1)
Revenu net – selon les PCGR du Canada	541 \$	643 \$	1 743 \$	1 755 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	(23)	66	(109)	(55)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	518 \$	709 \$	1 634 \$	1 700 \$
Résultats par action				
De base – selon les PCGR du Canada	1,07 \$	1,27 \$	3,44 \$	3,45 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,02	1,37	3,22	3,27
Dilué – selon les PCGR du Canada	1,05	1,24	3,37	3,36
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	1,01	1,33	3,16	3,18

1) Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2004 et pour les neuf mois terminés à cette même date, le revenu net selon les PCGR du Canada a été retraité en fonction de la présentation adoptée pour la présente période (voir la note 2). Par conséquent, les montants des ajustements relatifs aux PCGR des

États-Unis pour ces périodes ont également été retraités pour refléter cette modification. Le revenu net et les résultats par action selon les PCGR des États-Unis présentés dans les états financiers des périodes antérieures demeurent inchangés.

Note 11 Événement postérieur à la date du bilan

Le 8 août 2005, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive pour vendre notre participation dans notre société américaine d'investissement en direct, *Harrisdirect*, pour une somme en espèces globale d'environ 910 millions de dollars. Cette somme comprend

le versement d'un dividende d'environ 60 millions de dollars par *Harrisdirect* immédiatement avant la conclusion. La transaction, qui est assujettie aux autorisations normales des organismes de réglementation, devrait être conclue d'ici au 31 octobre 2005.

Note 12 Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut qu'ils ne correspondent pas à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons le rendement de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Groupe Particuliers et entreprises

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) offre une gamme complète de produits et services financiers au Canada et aux États-Unis, par l'intermédiaire de circuits de services bancaires en direct comme les succursales, les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.

Groupe Services d'investissement

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada, le groupe SI sert une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs. Aux États-Unis, il offre ses services aux moyennes entreprises et aux institutions dans des secteurs choisis. Le groupe assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, d'Europe et d'Asie. Il offre une gamme complète de services financiers, notamment en matière de trésorerie, de gestion de fonds, de change, de financement du commerce international, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation et de prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé. En plus de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition de ses clients investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et solutions et les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation des Services d'entreprise comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et solutions assure à la Banque des services de gestion et de soutien en matière de technologie de l'information, de traitement, d'opérations immobilières et d'impartition. Cette unité axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation et harmonise les normes d'infrastructure et de service communes afin de maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficience de l'exploitation. Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et solutions sont transférés aux groupes PE, GP et SI et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et solutions. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les résultats d'exploitation des unités fonctionnelles.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans les notes 1 et 2. Les différences notables dans les conventions comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la provision pour créances irrécouvrables, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus établis selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés.

Provisions pour créances irrécouvrables

Les provisions pour créances irrécouvrables sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2005	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 2)	Total (bic) ³⁾	Rajustements (bic)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	906 \$	147 \$	232 \$	(41)\$	1 244 \$	(30)\$	1 214 \$
Revenu autre que d'intérêts	422	332	416	27	1 197	-	1 197
Revenu total	1 328	479	648	(14)	2 441	(30)	2 411
Provision pour créances irrécouvrables	75	1	24	(27)	73	-	73
Frais autres que d'intérêts	784	381	374	40	1 579	-	1 579
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	469	97	250	(27)	789	(30)	759
Impôts sur les bénéfices	162	34	66	(28)	234	(30)	204
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	14	14	-	14
Revenu net	307 \$	63 \$	184 \$	(13)\$	541 \$	- \$	541 \$
Actif moyen	128 676 \$	7 223 \$	158 478 \$	4 893 \$	299 270 \$	- \$	299 270 \$
Écarts d'acquisition (au)	681\$	818 \$	102 \$	3 \$	1 604 \$	- \$	1 604 \$

Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2004 (Données retraitées) 1)	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 2)	Total (bic) ³⁾	Rajustements (bic)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	865 \$	130 \$	354 \$	(77)\$	1 272 \$	(32)\$	1 240 \$
Revenu autre que d'intérêts	401	316	354	50	1 121	-	1 121
Revenu total	1 266	446	708	(27)	2 393	(32)	2 361
Provision pour créances irrécouvrables	76	1	5	(192)	(110)	-	(110)
Frais autres que d'intérêts	780	357	354	47	1 538	-	1 538
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	410	88	349	118	965	(32)	933
Impôts sur les bénéfices	142	30	119	27	318	(32)	286
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	4	4	-	4
Revenu net	268 \$	58 \$	230 \$	87 \$	643 \$	- \$	643 \$
Actif moyen	119 022 \$	7 289 \$	139 749 \$	4 301 \$	270 361 \$	- \$	270 361 \$
Écarts d'acquisition (au)	626 \$	866 \$	94 \$	3 \$	1 589 \$	- \$	1 589 \$

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 2)	Total (bic) ³⁾	Rajustements (bic)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	2 636 \$	430 \$	780 \$	(164)\$	3 682 \$	(89)\$	3 593 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 248	1 034	1 256	88	3 626	-	3 626
Revenu total	3 884	1 464	2 036	(76)	7 308	(89)	7 219
Provision pour créances irrécouvrables	225	3	74	(180)	122	-	122
Frais autres que d'intérêts	2 327	1 131	1 105	128	4 691	-	4 691
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 332	330	857	(24)	2 495	(89)	2 406
Impôts sur les bénéfices	438	117	230	(75)	710	(89)	621
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	42	42	-	42
Revenu net	894 \$	213 \$	627 \$	9 \$	1 743 \$	- \$	1 743 \$
Actif moyen	125 771 \$	7 112 \$	164 096 \$	5 010 \$	301 989 \$	- \$	301 989 \$
Écarts d'acquisition (au)	681 \$	818 \$	102 \$	3 \$	1 604 \$	- \$	1 604 \$

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 (Données retraitées) 1)	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 2)	Total (bic) ³⁾	Rajustements (bic)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	2 493 \$	401 \$	980 \$	(143)\$	3 731 \$	(109)\$	3 622 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 125	1 006	1 186	161	3 478	-	3 478
Revenu total	3 618	1 407	2 166	18	7 209	(109)	7 100
Provision pour créances irrécouvrables	225	4	94	(413)	(90)	-	(90)
Frais autres que d'intérêts	2 301	1 142	1 115	106	4 664	-	4 664
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 092	261	957	325	2 635	(109)	2 526
Impôts sur les bénéfices	376	87	316	89	868	(109)	759
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	-	-	11	12	-	12
Revenu net	715 \$	174 \$	641 \$	225 \$	1 755 \$	- \$	1 755 \$
Actif moyen	115 647 \$	7 125 \$	144 811 \$	4 124 \$	271 707 \$	- \$	271 707 \$
Écarts d'acquisition (au)	626 \$	866 \$	94 \$	3 \$	1 589 \$	- \$	1 589 \$

1) Voir la note 2 et la section Répartitions intergroupes.

2) Les Services d'entreprise comprennent Technologie et solutions.

3) Base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Note 12 Segmentation opérationnelle et géographique (suite)**Information géographique**

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons

nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion de l'actif, du passif, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la provision consolidée pour créances irrécouvrables, qui est répartie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

(en millions de dollars canadiens), Base d'imposition comparable 1)

Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2005	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	869 \$	322 \$	53 \$	1 244 \$
Revenu autre que d'intérêts	859	298	40	1 197
Revenu total	1 728	620	93	2 441
Provision pour créances irrécouvrables	56	25	(8)	73
Frais autres que d'intérêts	1 085	462	32	1 579
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	587	133	69	789
Impôts sur les bénéfices	189	42	3	234
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	8	6	-	14
Revenu net	390 \$	85 \$	66 \$	541 \$
Actif moyen	198 920 \$	72 391 \$	27 959 \$	299 270 \$

Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2004 (Données retraitées) 2)	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	853 \$	375 \$	44 \$	1 272 \$
Revenu autre que d'intérêts	772	311	38	1 121
Revenu total	1 625	686	82	2 393
Provision pour créances irrécouvrables	13	(122)	(1)	(110)
Frais autres que d'intérêts	1 011	497	30	1 538
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	601	311	53	965
Impôts sur les bénéfices	194	117	7	318
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	4	-	4
Revenu net	407 \$	190 \$	46 \$	643 \$
Actif moyen	176 816 \$	68 666 \$	24 879 \$	270 361 \$

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	2 614 \$	965 \$	103 \$	3 682 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 543	959	124	3 626
Revenu total	5 157	1 924	227	7 308
Provision pour créances irrécouvrables	140	8	(26)	122
Frais autres que d'intérêts	3 229	1 371	91	4 691
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 788	545	162	2 495
Impôts sur les bénéfices	590	158	(38)	710
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	25	17	-	42
Revenu net	1 173 \$	370 \$	200 \$	1 743 \$
Actif moyen	203 487 \$	73 028 \$	25 474 \$	301 989 \$

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 (Données retraitées) 2)	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	2 494 \$	1 102 \$	135 \$	3 731 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 404	956	118	3 478
Revenu total	4 898	2 058	253	7 209
Provision pour créances irrécouvrables	(11)	(45)	(34)	(90)
Frais autres que d'intérêts	3 094	1 475	95	4 664
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 815	628	192	2 635
Impôts sur les bénéfices	588	250	30	868
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	11	-	12
Revenu net	1 226 \$	367 \$	162 \$	1 755 \$
Actif moyen	176 975 \$	70 336 \$	24 396 \$	271 707 \$

1) Base d'imposition comparable - voir la section Normes de présentation.

2) Voir la note 2 et la section Répartitions intergroupes.

Répartitions intergroupes

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons mis en œuvre de nouvelles méthodes quant à l'établissement des prix de cession interne de fonds et à la répartition des coûts. La nouvelle méthode d'établissement des prix de cession interne de fonds est fondée sur le principe de la symétrie des échéances et celle de la répartition des coûts est fondée sur la méthode des coûts par activité. De telles améliorations permettent d'obtenir plus

de renseignements en matière de rendement mais n'ont aucune incidence sur les résultats consolidés. Ces changements ont eu peu d'incidence sur les profits et pertes de nos groupes d'exploitation. Un reclassement historique a été effectué afin de permettre une meilleure comparaison des résultats des groupes. Le tableau ci-dessous fait état de l'incidence de ces changements sur les résultats des périodes antérieures :

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)

Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2004	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 1)	Total
Revenu net d'intérêts	(14)\$	9 \$	– \$	5 \$	– \$
Revenu autre que d'intérêts	14	(9)	(4)	(1)	–
Revenu total	–	–	(4)	4	–
Provision pour créances irrécouvrables	(1)	1	–	–	–
Frais autres que d'intérêts	(1)	1	(6)	6	–
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2	(2)	2	(2)	–
Impôts sur les bénéfices	1	(1)	1	(1)	–
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Revenu net	1 \$	(1)\$	1 \$	(1)\$	– \$
Actif moyen	(1 879)\$	1 879 \$	– \$	– \$	– \$

1) Les Services d'entreprise comprennent Technologie et solutions.

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 1)	Total
Revenu net d'intérêts	(46)\$	26 \$	(1)\$	21 \$	– \$
Revenu autre que d'intérêts	42	(25)	(14)	(3)	–
Revenu total	(4)	1	(15)	18	–
Provision pour créances irrécouvrables	(3)	3	–	–	–
Frais autres que d'intérêts	(3)	2	(18)	19	–
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2	(4)	3	(1)	–
Impôts sur les bénéfices	1	(2)	1	–	–
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Revenu net	1 \$	(2)\$	2 \$	(1)\$	– \$
Actif moyen	(1 838)\$	1 838 \$	– \$	– \$	– \$

1) Les Services d'entreprise comprennent Technologie et solutions.

Les données des périodes précédentes sont retraitées afin de tenir compte des changements apportés au cours de la présente période à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat moyen des actions

Mai 2005	55,60 \$
Juin 2005	57,36 \$
Juillet 2005	60,84 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 340-5021 (Canada et États-Unis)
Téléphone : (514) 982-7800 (international)
Télécopieur : 1 888 453-0330 (Canada et États-Unis)
Télécopieur : (416) 263-9394 (international)
Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser aux :

Banque de Montréal
Relations avec les actionnaires
Secrétariat général
21st Floor
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1
Téléphone : (416) 867-6785
Télécopieur : (416) 867-6793
Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière de s'adresser aux :

Banque de Montréal
Relations avec les investisseurs
18th Floor
P.O. Box 1
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com.

Le 1^{er} septembre 2005, la Banque de Montréal a annoncé que la Bourse de Toronto avait accepté l'avis par lequel elle lui a signalé son intention de procéder à une offre publique de rachat de ses actions ordinaires aux fins d'annulation dans le cours normal de ses activités. Cette offre prévoit que la Banque de Montréal peut, à sa discrétion, racheter jusqu'à 15 millions de ses actions ordinaires, soit environ 3 % des actions en circulation. L'offre prend fin le 5 septembre 2006. Pour obtenir sans frais une copie de l'avis, veuillez communiquer avec les Relations avec les actionnaires, dont les coordonnées figurent ci-dessus.